

AP

328
317

Défense de l'Occident

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

PERIODICAL
READING ROOM

L'AGRESSION ISRAËLIENNE

et ses conséquences

par

MAURICE BARDECHE

FRANÇOIS DUPRAT

PIERRE FONTAINE

PAUL RASSINIER

Juillet - Août 1967

NUMÉRO SPÉCIAL

N° 64 - F 7,50

B. de VIGNACOURT

L'Agriculture Soviétique de Lénine à Brejnev

La Russie des tsars était grande exportatrice de céréales (le tiers des exportations mondiales). Après 50 ans de régime communiste, l'U.R.S.S. n'a son pain assuré que grâce à des achats massifs de blé dans le monde capitaliste. De même, plus de la moitié des pommes de terre que mangent les Soviétiques et près de la moitié de la viande qu'ils consomment proviennent des lopins individuels — entorse aux idéaux du communisme — des 109 millions de ruraux d'aujourd'hui.

Il est quasiment plus facile en U.R.S.S. de fabriquer un Spoutnik que de récolter un quintal de blé ou une tonne de pommes de terre. Comment en est-on arrivé là ?

Si le retard de l'agriculture soviétique peut, en partie, être expliqué par des causes naturelles ou techniques que l'auteur analyse d'ailleurs fort pertinemment, il relève surtout de causes générales : la collectivisation s'est faite contre la volonté unanime des paysans riches, moyens et même pauvres.

Toute la tragédie de l'économie rurale soviétique s'explique par la tragédie de la paysannerie kolkhozienne.

En dépit des multiples réformes et contre-réformes qu'il a imposées, le régime communiste n'a pas encore été capable de mettre sur pied ces deux institutions fondamentales : l'exploitation et le village.

Editorialiste chargé des problèmes slaves et asiatiques dans de nombreux quotidiens et hebdomadaires français et étrangers, le professeur B. de Vignacourt sait de quoi il parle, ayant eu la possibilité exceptionnelle d'étudier sur place l'économie et le mode de vie des pays socialistes européens et asiatiques. Il nous brosse ici, calmement mais sans indulgence, le tableau du grand problème de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui.

La question paysanne, le temps et les maladresses aidant est, en effet, devenue un ulcère purulent et un des plus importants foyers de divergences d'opinion aux échelons suprêmes du parti communiste sur la façon de remédier à son état précaire.

Guide sérieux, solidement documenté dans le domaine statistique et bibliographique notamment, cet ouvrage qui se lit facilement sera utile au spécialiste qui y retrouvera (ou y découvrira) des informations sûres. Il sera aussi précieux au lecteur désireux de mieux connaître, dans ses divers épisodes et ses multiples éléments, la crise permanente dont souffre l'agriculture soviétique.

En bref, un livre de base constituant une synthèse sérieuse et objective sur ce problème capital pour l'avenir de l'économie soviétique.

LES SEPT COULEURS Un volume de 220 pages, 10,50 F.

Défense de l'Occident

Nouvelle Série — 15^e année — Juillet-Août 1967, N° 64
Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

NUMÉRO SPÉCIAL

L'agression israélienne

(Réalisé par François DUPRAT)

Editorial de Maurice BARDECHE : <i>Une fausse victoire</i>	III
<i>Le Monde arabe avant la crise</i>	3
<i>La Phase active du sionisme</i>	12
<i>Les opérations militaires de 1947-48</i>	15
<i>Israël</i>	20
<i>Les violations des accords d'armistice par Israël</i>	26
<i>Les données militaires et politiques du conflit</i>	31
<i>Les causes militaires de la victoire israélienne</i>	42
<i>L'opinion française et le conflit</i>	48
—————	
Pierre FONTAINE : <i>Le Moyen-Orient à l'heure du pétrole</i>	54
Paul RASSINIER : <i>Une III^e Guerre Mondiale pour le pétrole</i>	65
—————	
<i>Communiqué</i>	80

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6^e) — C.C.P. 65-35-65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,75 F

Abonnements. — 1 an : 25 F

Etranger : 1 an : 30 F

Propagande : 50 F et 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire
Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

UNE FAUSSE VICTOIRE

Les événements récents du Proche-Orient ont divisé ce qu'on appelle assez gratuitement l' « opposition d'extrême-droite ». En grande partie, et peut-être en majorité, les organes de presse et les groupements qui la représentent se sont rangés du côté de ceux qui soutiennent Israël contre le monde arabe. Nous sentons bien, une fois de plus, que nous prenons dans ce débat une position particulière. Mais cette position nous paraît logique, elle est la suite et la conséquence des positions que nous avons toujours adoptées et il nous paraît indispensable pour des raisons d'honnêteté intellectuelle d'expliquer clairement pourquoi nous la maintenons. Nous voudrions le faire sans donner à ce débat aucun ton passionnel et seulement en raisonnant avec ceux qui sont d'un avis différent du nôtre en dehors de toute intention polémique. Nous nous proposons d'abord d'examiner leurs raisons et de leur montrer qu'elles sont insuffisantes ou précaires.

Nous devons dire tout d'abord, quelle que soit notre sympathie pour des hommes qui resteront nos amis malgré toutes les divergences, combien nous avons été peînés de voir quelques-uns de ceux qui se sont acquis de l'autorité dans l'opposition se joindre au déchaînement hystérique qui a rendu presque illisible pendant trois semaines l'ensemble de la presse française. Si c'est une opération tactique qu'ils ont voulu faire, il suffit de lire les commentaires qui l'ont accueillie de tous côtés pour s'assurer que cette opération ne leur a valu ni la sympathie des milieux juifs ni celle de la gauche. On n'en continue pas moins à les considérer comme des pestiférés. Ils n'ont réussi ni à se faire prendre au sérieux ni à s'intégrer dans un mouvement d'opinion disposé à leur faire leur place. Ils se sont diminués sans profit. Mais je crois qu'il est indispensable d'ajouter que, pour la plupart d'entre eux, il ne s'agissait nullement d'une manœuvre politique et que, malheureusement, leurs sympathies et leurs convictions les poussaient à appuyer en cette circonstance l'Etat d'Israël.

Quand on cherche à comprendre les motifs qui les ont fait agir, on s'aperçoit qu'ils ont été guidés surtout par des raisons sentimentales. Je ne crois pas du tout qu'aucun d'entre eux prenne au sérieux la thèse qu'ils ont soutenue parfois qu'Israël a été victime d'une agression. Il est trop clair que le blocus du golfe d'Akaba et du port d'Eilath, par lequel passe uniquement 5 % du com-

merce israélien, ne constitue au pire qu'une action unilatérale susceptible d'un appel devant une juridiction internationale. Les violences verbales, d'autre part, ne sont pas autre chose que des mots et nous y sommes malheureusement trop habitués depuis vingt ans pour les considérer sérieusement comme un *casus belli*. La prévention et la mauvaise foi qu'on introduit trop souvent dans les discussions expliquent seules qu'on refuse de reconnaître cette évidence que le pays agresseur est celui qui, le premier, prend l'initiative des opérations militaires et transforme une situation de paix en situation de guerre. La rapidité et la violence de la surprise, sur lesquelles nous sommes renseignés aujourd'hui, ne permettent pas d'avoir le moindre doute à ce sujet. On peut même ajouter en toute sûreté de conscience qu'il y a eu préméditation.

Ce n'est assurément pas par scrupule juridique que cette fraction de l'opinion a rallié la cause israélienne. Il faut, je crois, attacher plus d'importance à une première raison sentimentale qui repose sur un contresens. Beaucoup de Français se sont montrés sensibles à une image soigneusement arrangée par la propagande : le petit Etat courageux menacé, dans son existence même, par une meute d'adversaires haineux. Pour un certain nombre de nos amis, cette sympathie préfabriquée s'augmentait du fait qu'ils se faisaient une idée romantique du petit Etat d'Israël et le comparaient volontiers aux

Etats fascistes dont la structure et l'énergie leur inspirent de l'admiration. Ce sont là deux erreurs. Je renvoie à la documentation que nous produisons plus loin dans ce numéro. On y verra qu'en réalité l'Etat d'Israël n'est pas un petit Etat vivant courageusement de ses propres ressources, mais qu'il est un Etat parasite puissamment soutenu par la finance juive internationale et intensivement surarmé. Les dehors militaires de l'Etat d'Israël ne doivent pas suffire à nous le faire confondre avec un Etat de style fasciste. Le fascisme consiste à mettre la force à la disposition d'une certaine culture et d'une certaine conception de l'homme et de la vie. Il se réfère aux qualités fondamentales de l'homme et aux formes naturelles de la vie, il s'oppose fondamentalement au mercantilisme, à la spéculation, au monde de la malhonnêteté et de l'argent. Il est inutile de dire que rien de tout cela ne se retrouve en Israël. L'Etat d'Israël n'est pas une espèce de Suisse courageuse où des paysans indomptables pareils à Geissler ou à Guillaume Tell combattent pour établir une république libre des cantons. Tous ceux qui croient qu'une des plus graves hypothèques qui pèsent sur le monde occidental est qu'il est un monde à direction juive, où la puissance juive ne tolère sous des noms divers que des exécutants qui lui soient intégralement dévoués, ne peuvent considérer Israël que comme une base territoriale qui rend des services puissants à l'internationale juive répandue dans le monde entier. Si nous pouvions en douter, la rapidité avec laquelle les

Juifs de tous les pays ont réuni un milliard de francs lourds en quelques jours pour voler au secours d'Israël menacé devrait nous éclairer suffisamment. On a souvent parlé des divergences qu'il y avait parmi les Juifs entre les sionistes et ceux qui ne le sont pas. Ces divergences sont réelles, mais elles sont tout intellectuelles, nous voyons bien qu'au moment du danger tout Juif devient sioniste à la fois par solidarité naturelle et par une juste analyse de son propre intérêt.

Ne nous laissons donc pas prendre à l'image complaisamment répandue par la propagande. Voyons l'Etat d'Israël pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour une base précieuse et peut-être indispensable à la force anonyme contre laquelle nous devons protéger nos nations. Nous n'avons aucune raison de nous occuper de l'invulnérabilité de cette base. L'image idyllique qu'on nous présente de l'Etat d'Israël n'est pas plus véritable que l'image idyllique qu'on nous présente des démocraties. Nous devons nous en affranchir et nous débarrasser des réflexes sentimentaux qu'on essaye de faire naître en nous.

Cette raison n'a d'ailleurs déterminé qu'un petit nombre. En réalité, il faut avoir conscience que le principal motif qui a amené beaucoup de nos camarades à appuyer la cause d'Israël est l'aigreur qu'ils conservent vis-à-vis des nations arabes depuis les événements d'Algérie. C'est surtout contre cette politique purement sentimentale que nous voudrions les mettre en garde. La perte de l'Algérie est assurément un fait grave dans l'histoire de la France.

Elle est grave non seulement en elle-même, mais encore par les circonstances dont elle a été accompagnée. Le statut de l'Algérie pouvait être défini autrement, une solution nouvelle pouvait être trouvée qui aurait été beaucoup plus avantageuse pour l'intérêt des Arabes et le nôtre. Nous continuons à penser que l'appoint d'un certain encadrement français est indispensable pour l'avenir de l'Algérie et il est tragique que la rupture ait été faite avec autant de précipitation et dans des conditions aussi maladroites et aussi dramatiques. Mais cet événement grave dans l'histoire des Français ne doit pas peser comme une hypothèque sur tout notre avenir. Cet arrachement dramatique a des responsables que nous connaissons et qui devront rendre des comptes. Toutefois nous ne devons pas en rester ulcérés au point de méconnaître les conditions véritables de l'avenir français. Nous n'avons pas à mener vis-à-vis de l'Algérie une politique de revanche, mais une politique de réconciliation et de reconstruction. Nous devons surtout prendre garde, comme nous n'avons jamais cessé de le répéter dans cette revue, même pendant les phases les plus dramatiques de la guerre d'Algérie, que le monde arabe était un collaborateur naturel de l'Europe et qu'il nous est impossible d'imaginer une Europe indépendante qui soit coupée par une hostilité définitive de tout le monde méditerranéen. Cette situation que le gouvernement espagnol a fort bien comprise pour l'Espagne n'est pas moins évidente pour une Europe future que pour l'Espagne actuelle. Ceux qui

souhaitent que l'Europe soit un jour maîtresse de son destin, comme nous n'avons pas cessé de le souhaiter depuis quinze ans, doivent comprendre que nous n'avons pas plus à nous aligner inconditionnellement sur les Etats-Unis que nous n'avons à nous aligner inconditionnellement sur l'U.R.S.S.. Il nous appartient au contraire d'inventer continuellement des solutions qui ne peuvent naître ni aux U.S.A. ni en U.R.S.S. et qui peuvent ouvrir des perspectives nouvelles dans les rapports internationaux. Même si l'Europe est, dans la circonstance actuelle, impuissante, et ne peut que se maintenir à l'écart du débat, il appartient aux Européens les plus conscients de montrer aux Américains quelle faute immense ils font en abandonnant le monde arabe tout entier à l'influence soviétique. Si les Américains s'obstinent dans cette erreur, les Etats européens ne peuvent lui rendre de meilleur service qu'en maintenant pour leur compte une ouverture pour les pays arabes qui pourra servir plus tard à une éventuelle réconciliation.

C'est encore une fausse interprétation des événements qui amène certains d'entre les nationaux français à regarder Nasser comme un agent de la puissance soviétique. A la vérité, l'histoire de Nasser depuis des années prouve qu'il a toujours voulu se tenir à l'écart d'une influence exclusive de Washington ou de Moscou. Pour équiper un pays pauvre, il s'est adressé également aux Russes et aux Américains. Il est absurde de lui faire un grief de s'être adressé à Moscou quand Washington lui refusait les

armes et le matériel dont il avait besoin et les fournissait dans le même temps à Israël. Dans ces conditions, il est remarquable que Nasser n'ait fait aucune concession au communisme. Le Parti Communiste est resté interdit en Egypte, les agents politiques soviétiques ont été tenus à l'écart ou réduits à l'impuissance. Dans le débat essentiellement idéologique qui divise le monde actuellement, l'Islam propose une conception de l'homme qui est absolument irréductible au communisme. Il est tragique que pour de pures raisons de politique intérieure et en raison de la puissance des milieux juifs aux Etats-Unis, le gouvernement américain gâche une situation aussi favorable. C'est un devoir pour nous de maintenir les liens qu'on peut actuellement garder avec le monde musulman. Nous devons convaincre les Etats musulmans qu'il existe pour eux un autre avenir que d'être des Etats satellites de l'U.R.S.S.. Quelles que soient les blessures que nous ayons rapportées de la guerre d'Algérie, cette politique à longue échéance est un élément trop important de notre destin pour que nous puissions accepter avec légèreté de lui substituer une politique de récrimination et de mauvaise humeur.

C'est cela que je voulais dire à ceux qui n'hésitent pas à mêler leurs voix au furieux concert publicitaire qui s'est déchaîné sur notre presse. Comment ne voient-ils pas que cette unanimité factice, qui ne correspond que très peu à la réaction véritable des Français, leur administre surtout la preuve que les Juifs, installés à

tous les points stratégiques de notre vie nationale, la commandent en réalité et injectent à volonté dans nos cervelles les préjugés qui servent leur propre intérêt. Comment ne voient-ils pas qu'en appuyant ces manifestations, ils appuient ce qu'ils ont dénoncé depuis toujours, ce qui est la cause des maux dont ils se plaignent, de la décadence qu'ils décrivent, de leur propre mise à l'écart au sein de leur propre pays ? Ils consolident et ils rivent leurs propres chaînes, ils les secouent et ils les astiquent. Après quoi ils maudiront avec beaucoup d'éloquence et une sincère indignation les récoltes qu'ils auront eux-mêmes arrosées. Nous voudrions leur voir jouer un autre rôle. Leur situation personnelle n'en serait pas plus mauvaise et leur caractère en serait peut-être plus respecté.

*
**

Les conséquences de la crise du mois de juin 1967 ne peuvent pas être évaluées dès maintenant avec exactitude. Il est toujours possible que des pressions s'exercent de part et d'autre et aboutissent provisoirement à une apparente période de calme.

Dès maintenant, toutefois, on peut apercevoir des perspectives plus lointaines et elles ne sont pas rassurantes.

La victoire militaire remportée dans ces conditions n'a rien changé. Les opérations militaires n'ont pas été assez

longues pour que les Arabes soient épuisés par l'effort de guerre et contraints à reconnaître une infériorité définitive. La rapidité des opérations a prouvé essentiellement leur impréparation tactique, leur inexpérience devant les formes scientifiques de la guerre moderne. Elle a prouvé aussi que, dans les circonstances où se trouvent les états arabes et l'Etat d'Israël, il est très important de frapper le premier. Les Etats arabes ont le droit de prétendre que leurs qualités militaires et leur véritable capacité de résistance n'ont pas été mises à l'épreuve dans cette opération-surprise. Leur aviation clouée au sol, l'appui-radar fourni par la flotte américaine, le brouillage des communications, l'arrosage au napalm forment le tableau d'une agression sournoise, malhonnête, emploi intelligent de la violence et de la terreur peut-être, mais non d'une bataille loyale conforme aux lois de la guerre. Cette passe de judo stratégique ne prouve rien finalement. Les Etats arabes ont été victimes de ce que l'on appelle techniquement une clé, d'ailleurs fort bien faite. Partout où ils ont pu se battre homme contre homme et dans les conditions normales du combat, en Syrie par exemple, leur résistance a prouvé que leur infériorité militaire était momentanée et née des circonstances mais non irréparable.

Ces attaques brutales et déloyales n'entraînent pas la résignation du vaincu, elles ne font qu'attiser la haine et l'esprit de revanche. Les Israéliens les ont accompa-

gnées d'atrocités et de crimes contre l'humanité dont le compte rendu ne peut être dressé dès maintenant, mais qui ont suffi à susciter, même dans l'atmosphère actuelle, des protestations nombreuses et qui, de plus, rappellent fâcheusement que le dossier des crimes de guerre d'Israël sur lesquels la presse occidentale a été fort discrète est ouvert depuis longtemps et qu'il est copieux. La volonté de s'imposer par la terreur est ici manifeste, mais les Israéliens devraient savoir mieux que personne que ces méthodes engendrent des haines durables et dangereuses. Il ne faut pas douter qu'une des premières conséquences de cette guerre-éclair dont nos journaux font tant de cas aura été de dresser, face au tableau des persécutions dont les Juifs ont fait si brillamment usage, un tableau impressionnant des atrocités juives dont on ne leur épargnera pas assurément le rappel.

Sur un autre plan, la situation d'Israël, apparemment brillante, n'est pas moins précaire. Il est douteux que les conquêtes territoriales qui ont été faites pendant cette campagne par les Israéliens puissent être conservées indéfiniment. Les Israéliens ont créé des conditions psychologiques telles qu'il est très difficile aux Etats arabes d'envisager les traités individuels qu'Israël prétend passer avec chacun d'eux. Il est vraisemblable que les Etats arabes refuseront toute négociation. Ils y mettront d'autant plus d'obstination qu'un des objectifs de la guerre qui était de changer les gouvernements installés en Syrie

et en Egypte n'a pas été atteint par Israël. La Jordanie est seul point faible du dispositif arabe et un coup de théâtre brutal peut toujours interrompre des velléités de négociation. Dès lors, que vaut une monnaie d'échange dont personne ne veut discuter ? En s'obstinant à déterminer les territoires qu'ils occupent, les Israéliens apparaîtront très vite comme opposés au rétablissement de la paix. La majorité des nations les invite déjà à renoncer à des conquêtes que le droit ne légitime pas. La position de l'Angleterre sur ce sujet délicat devrait leur donner à réfléchir. Celle du Pape également. Il est très significatif que le Saint-Siège s'oppose à l'annexion pure et simple de Jérusalem et propose une internationalisation qui n'a de sens que si la Jordanie est rendue à ses propriétaires naturels. L'obstination d'Israël ne débouche donc que sur un isolement diplomatique des Etats-Unis. Si les Etats arabes refusent les négociations particulières, on va évidemment vers un statu-quo dangereux qui, à la longue, place le gouvernement israélien dans une situation difficile.

L'entrevue de Johnson et de Kossyguine ne semble pas avoir donné, au moment où nous écrivons cet article, de résultats concrets. Elle n'a pu se dérouler dans une atmosphère satisfaisante qu'en raison de l'éclatement de la bombe atomique chinoise. Mais on en peut tirer également la conclusion que si le désir de rapprochement entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. est sincère, l'Etat

d'Israël ne tardera pas à apparaître comme un gêneur dont les prétentions exorbitantes constituent un obstacle à la paix.

La situation demeure donc sans issue. D'après la manière dont les Israéliens ont mené leur guerre, nous ne voyons donc pas d'autres solutions que celles dont nous avons fait état tout d'abord. L'Etat d'Israël a besoin pour sa sécurité de devenir maître de tout le Proche-Orient et d'étendre son protectorat sur l'ensemble des Etats arabes sans exception, après les avoir désarmés et réduits à l'impuissance, ou bien il est condamné à disparaître d'une façon ou d'une autre, un jour ou l'autre, dans des circonstances dramatiques. Les ultras du gouvernement israélien ont tellement conscience de cette alternative que la solution qu'ils proposent est une solution d'annexionisme camouflé. En proposant des formes édulcorées de l'annexion telles que fédération avec des Etats voisins, condominium, etc., ils s'acheminent prudemment vers la proposition d'Etats-Unis du Moyen-Orient formés d'une série d'Etats secondaires placés sous leur direction, sous leur contrôle économique, sous l'impulsion de leurs techniciens, et qui leur donnerait finalement le contrôle du pétrole. C'est d'ailleurs le sens que donnait Nahum Goldmann en 1947 à la localisation de l'Etat d'Israël en Palestine. Ce choix de la Palestine n'est pas fondé seulement sur des raisons religieuses, disait-il, mais également sur des raisons économiques, la Pales-

tine se trouvant placée au point de jonction du Moyen-Orient et du monde occidental. On imagine sans peine en effet quelle serait la puissance d'un Etat qui serait soutenu d'une part par le capitalisme international dans tous les grands Etats du monde et qui, d'autre part, contrôlerait les immenses sources de pétrole de l'Orient.

Si cette astucieuse combinaison échouait, comme il faut s'y attendre, les haines soulevées par l'Etat d'Israël retomberont sur lui un jour ou l'autre, que son existence soit reconnue officiellement ou non. Un chiffon de papier n'y changera rien. Assiégé dans une tête de pont surpleulée au bord de la mer, entouré d'implacables haines, Israël est condamné à jouer à la roulette russe. Quatre fois, cinq fois, il trouvera peut-être la case vide du barillet. Mais il est à la merci d'une seule défaite et sa situation est alors tragique et irrémédiable.

Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit maintes fois. Il est juste, il est légitime, il est souhaitable que les Juifs puissent se réunir dans une patrie qui soit à eux et où ils puissent mener une vie normale à l'abri des hasards. Les nationalistes des autres pays doivent le souhaiter plus que quiconque, puisqu'ils ne peuvent accepter que les Juifs de la *Diaspora* bénéficient d'une double nationalité dont ils viennent de faire l'aveu d'une façon si éclatante. Mais il est de l'intérêt de tout le monde et de l'intérêt d'Israël en particulier que cette patrie des Juifs soit localisée en une autre région du globe.

Si nous voulons éviter le plus gigantesque *pogrom* de l'histoire, réfléchissons à cette question et invitons les Juifs à y réfléchir de leur côté. Les terres libres ne sont pas si rares dans le globe. Il y en a au Kenya, à Madagascar, en Australie. Les communautés juives sont assez riches pour financer par un impôt spécial l'installation d'un Etat juif quelque part dans le monde. Les attaches sentimentales qui lient Israël à la terre de la Bible sont assurément respectables et on peut trouver sans doute des moyens de les respecter. Il est probable que les Etats arabes ne s'opposeraient pas à octroyer aux Juifs un territoire placé dans les vallées qui ont été rendues illustres dans son histoire, à condition que ce territoire soit celui d'une enclave pacifique et désarmée. Les Juifs qui sont attachés à leur religion pourraient y mener une vie traditionnelle sur la terre qui leur a été promise par leurs textes sacrés. Les Juifs qui sont attachés à la pratique étroite de leur religion sont en petit nombre, et il n'est pas difficile de leur assurer ainsi une protection. Au contraire, la grande majorité des Juifs pensent à leur succès et à leur enrichissement dans ce monde et non dans l'autre, nous le savons très bien. Ils ont le droit que leur patrie soit militairement et économiquement forte pour qu'elle puisse résister aux agressions et aux dangers, pour qu'elle leur assure une totale indépendance. La *transplantation* est la seule solution qui leur assure tout cela pour de nombreuses années. Cette idée est chimérique assurément. Il y a

vingt ans, celle du sionisme ne l'était pas moins et ce rêve faisait hausser les épaules à Lord Balfour lui-même qui pensait bien se débarrasser des rêveurs du judaïsme en les installant dans une Utopie dont la survie lui paraissait impossible.

Ne nous méprenons pas en tout cas sur les dangers que nous courons. Nous avons pu voir les passions qu'on soulève dès qu'il s'agit du destin d'Israël, passions si graves, si violentes, si implacables, et liées d'autre part à des intérêts économiques et politiques si immenses qu'une guerre mondiale risque toujours d'en sortir. Nous demandons à tous ceux qui ont crié si allègrement : « C'est bien fait pour Nasser » : sont-ils prêts à la destruction de ce qu'il reste de l'Europe et au massacre d'un certain nombre de millions d'hommes pour que M. Mosche Dayan et les nationalistes israéliens puissent, comme jadis les nationalistes serbes du groupe de Sérajevo, « faire cuire leur œuf » sur le brasier mondial ?

Maurice BARDECHE.

L
av
D
une
dra
trou
tion
les
M
vue,
d'un
en p
mon
angl
offer
Ce
Yém
mem
« na
toire

François DUPRAT

Le monde arabe avant la crise

Dans le journal « Valeurs actuelles » des 13/19 IV, une analyse détaillée montrait « Israël au bord du drame ». Le régime de M. Eshkol affaibli ne pouvait trouver que dans un vaste appel à la solidarité internationale à l'extérieur, et à l'union nationale à l'intérieur, les moyens de consolider son existence.

Mais une telle crise était-elle possible ? A première vue, le monde arabe apparaissait divisé en deux camps : d'un côté des régimes nationalistes et populaires de plus en plus soutenus par l'Union Soviétique, de l'autre des monarchies traditionalistes très liées au capitalisme anglo-saxon, et envers qui les Etats-Unis menaient une offensive diplomatique très sérieuse.

Cette division s'illustre surtout dans la guerre du Yémen et dans la crise d'Aden, deux problèmes extrêmement liés d'ailleurs. Au Yémen, le régime républicain « nassérien » de M. Sallal — contrôlant 1/3 du territoire mais 2/3 de la population, — était soutenu par la

présence de plus de 50.000 militaires égyptiens. Les Soviétiques installaient des bases de fusées. Pourtant ces royalistes, divisés, affaiblis par la réduction de l'aide Séoudienne en argent et en armes, avaient cessé le combat et maintenaient le statu quo. Pourquoi alors cette coûteuse présence militaire ?

C'est que le Yémen est tout proche de la Fédération d'Arabie du Sud, protectorat britannique à qui le gouvernement Wilson avait décidé d'accorder l'indépendance en janvier 1968, malgré la situation révolutionnaire catastrophique où se trouvait le pays. Aden, c'est en effet une situation de type somalien, des tribus nomades traditionalistes, formant le principal soutien du gouvernement fédéral pro-anglais, et la ville contrôlée par les deux mouvements nationalistes, dont le principal le Flosy, Front de libération du Sud Yémen, dispose même d'une armée constituée par Nasser aux côtés des républicains yéménites. Pourtant les travaillistes étaient décidés à abandonner le pays, pour ne pas soutenir des émirs réactionnaires contre la population arabe d'Aden, comme le demandaient les conservateurs.

Deux pays pourtant se tenaient à l'écart de cette division du monde arabe : — l'Iran qui, quoique régime monarchique et membre de l'alliance américaine du Cento, venait de conclure un accord militaire important avec son voisin l'URSS ; et le Liban, écartelé entre les deux tendances également représentées en son sein, et qui risquait de voir sa traditionnelle neutralité mise en danger.

Devant cette diplomatie subtile des grandes puissances pour s'assurer des sympathies arabes, la volonté d'Israël d'entamer une crise n'aurait pu aboutir sans la Syrie.

La Syrie, où domine depuis quelques temps le Baas orthodoxe, avait des sympathies pro-chinoises, et demeurait le seul pays arabe à soutenir efficacement l'ac-

tion des commandos palestiniens. Elle avait une position indépendante sur ce point, et pouvait seule donner à Israël le prétexte voulu.

Début mai, l'aviation israélienne lançait une attaque aérienne au-dessus de la Syrie jusques aux environs de Damas. L'aviation égyptienne, alertée, n'intervenait pas. Le gouvernement de M. Eshkol obéissait à un triple motif : — faire face à ses difficultés, — résister au danger syrien et l'éliminer si possible, — sonder la solidité de l'accord de défense égypto-syrien.

*
**

Conséquences de l'agression israélienne

A la suite de cet incident, deux ordres de conséquences : Israël, confiant dans ses possibilités d'attaque, doutant de la solidarité arabe, voit se confirmer sa volonté à abattre le régime damascène.

L'Égypte est sommée par la Syrie de l'aider à résister à l'agression.

Les preuves de la volonté agressive d'Israël devaient être bien fortes puisque, contrairement à l'avis de tous les observateurs, Nasser va en se réconciliant avec Hussein refaire en quelques jours l'unité arabe. Le 31 mai l'accord de défense Égypte-Jordanie-Palestine est signé. La presse mondiale s'exclame sur la suprême habileté de Nasser.

Seule la Syrie, consciente et pour cause de l'existence dans chaque pays arabe d'une cinquième colonne appointée par Israël jusque parmi leurs propres services secrets, se montre réticente, et conservera cette attitude tout au long de la crise, consciente de sa position de principale victime visée.

Israël constitue son cabinet de guerre avec Mosché Dayan et Menahem Begin : l'unité arabe est plus me-

naçante que prévue, l'urgence nécessaire de l'alliance donne lieu à de sordides marchandages et M. Eskhol doit céder; il faut agir très vite.

La défaite arabe

Tous ces pays arabes ont à peine eu le temps de se rallier à Nasser que déjà c'est la défaite. Les Américains ont menacé en effet l'Égypte de représailles si elle attaquait la première, et les réticences soviétiques ont montré à l'évidence que le soutien russe était peu sûr.

D'autant moins sûr que la défaite de l'Égypte le 5 juin est une défaite *soviétique* : toute la tactique de l'armée égyptienne était *réellement* menée par des conseillers soviétiques, et elle était mauvaise. La concentration de troupes dans le Sinaï, leur matériel, le retrait progressif, tout cela a été conseillé par les Russes, leurs fusées n'ont même pas servi ! Les Soviétiques sont-ils donc de si piètres stratèges ? Ne faut-il pas plutôt parler d'une trahison délibérée de l'Union Soviétique ?

A cela s'est ajouté la carence des services secrets arabes, et les innombrables trahisons d'officiers et de membres des gouvernements. L'argent n'a afflué que du côté israélien.

Les cessez-le-feu vont dès lors se suivre aussi vite que les ralliements, c'est d'abord le roi Hussein qui capitule, puis l'Égypte et la Syrie.

Mais toutes ces trahisons qui ont causé cette défaite arabe vont justement permettre un redressement. La démission de Nasser, attitude noble d'un homme d'État trop calomnié, va être rejetée par trois des pays arabes. Et après une vague de défaitisme très brève, des réactions timides apparaissent pour la première fois.

Au cours d'une conférence au sommet arabe, les ministres des affaires étrangères s'ils ne peuvent masquer des désaccords sur les problèmes pétroliers qui touchent de trop près à la vie économique, affirment leur solida-

rité contre Israël et leur hostilité inébranlable aux anglo-saxons.

C'est surtout la Jordanie, terriblement obsédée par la guerre et proche de la catastrophe, qui prône l'unité et le soutien à Nasser. L'afflux de millions de réfugiés dans un pays privé de sa partie la plus riche ne lui laisse pas d'autre espoir.

Le Liban, lui, envisage son internationalisation : le peuple y est de plus en plus nassérien, la vie économique est totalement dépendante du Koweït et de l'Arabie.

L'Irak doit prendre des décisions pétrolières assez dures contre les grandes compagnies anglo-saxonnes : de toutes façons ses pipe-lines passent par la Syrie et il doit rester en accord avec ce pays, même forcé.

L'Arabie, Koweït, et les émirats entendent profiter malgré tout de l'argent américain avec réalisme mais ils envisagent de financer une reconstruction du potentiel arabe.

Les pays du Maghreb, éloignés du théâtre d'opérations, ont surtout manifesté une puissante solidarité, non seulement l'Algérie socialiste mais aussi le Maroc et la Tunisie, ils sortent peu éprouvés de l'affaire, et leurs liens avec la France gaulliste se sont nettement resserrés.

L'Égypte, quoique son économie fut chancelante, s'était préparée à une rupture avec les États-Unis. Elle parut donc, convenablement aidée, tâcher de remonter la pente.

Mais il est certain que tout danger était écarté pour Israël pour longtemps, à condition que le régime de Damas soit abattu, comme prévu. C'est ce qui explique l'acharnement israélien à violer le cessez-le-feu pour s'emparer de Damas. Ces tentatives, semblent avoir échoué, et la Syrie, qui s'est assez bien tiré du conflit, garde une volonté de combattre notable.

Ainsi l'unité politique du monde arabe sort malgré tout renforcé de la défaite, et Nasser peut compter plus

que jamais sur un soutien populaire considérable. La trahison soviétique, les tentatives russes de vendre du pétrole aux occidentaux pendant la crise, la collusion évidente des anglo-américains avec Israël, enfin l'explosion de la bombe H chinoise ont peut-être fait réfléchir les leaders arabes. Ainsi malgré la volonté des traditionalistes d'Arabie Séoudite et les émirats de ne pas rompre les relations diplomatiques avec les USA et de poursuivre les livraisons pétrolières, c'est toute une longue opération délivrée à qui de droit qui a échoué.

On voit sortir peu à peu la possibilité d'une nation arabe moins fractionnée, et surtout plus insensible à un soutien apparent des grandes puissances.

La réaction des USA ne s'est pas faite attendre : tandis qu'éclataient à Aden de graves émeutes, et que la garnison fédérale se mutinait, on a pu voir le gouvernement Wilson changer totalement de position politique : L'Indépendance de l'Arabie du Sud prévue pour 1968, sera « garantie » par une task force écrasante britannique au large d'Aden. Aucune élection ne donnera au gouvernement provisoire la légitimité populaire. Il est donc certain que les Arabes vont se multiplier : en 1968, Aden verra l'Angleterre soutenir sa longue guerre, soutenue par les Américains soucieux de maintenir dans le monde arabe une division indispensable aux intérêts d'Israël, mais à laquelle les peuples arabes et même des souverains comme celui de Jordanie ou celui d'Aden sont hostiles plus que jamais.

Ainsi dans cette partie du monde où la paix pourrait revenir par de justes négociations protégeant le peuple palestinien, et soustrayant le monde arabe à l'influence soviétique, on voit les E.U. — sur l'ordre de quel groupe de pression ? — diviser le pays d'Israël où règne maintenant une ivresse belliciste et religieuse ; alors que les intérêts occidentaux considèrent évidemment de soutenir Nasser dans sa politique d'unité arabe.

Le Sionisme et l'Etat d'Israël

Historiquement le conflit judéo-arabe commence en 1917 avec la déclaration Balfour préconisant l'établissement d'un foyer national juif.

En 1920, débute en Palestine l'exercice par la Grande-Bretagne de son mandat. Puissance essentiellement maîtresse et d'une puissance alors peu menacée l'Angleterre avait besoin au Moyen Orient de bases solides pour faciliter l'accès de Suez, vers les Indes, et l'Australie surtout. C'est l'une des raisons du jeu compliqué, parfois subtil de l'Angleterre dans cette partie du monde. Ibn Saoud réclamera, par exemple, au Yémen une partie du territoire de ce dernier. Le Yémen était soutenu par l'Italie fasciste et l'Arabie séoudite était fortement équipée de matériel anglais, que la Grande-Bretagne grâce aux stocks d'Aden notamment n'avait aucun mal à procurer ; la victoire des Saoudiens sur les Yéménites contraignit ces derniers à devenir « vassaux » des premiers. Ce qui n'empêchera pas les Anglais ensuite d'avoir des influences occultes sur les mouvements yéménites dirigés contre Ibn Saoud. L'Angleterre joue un jeu compliqué, mais la diplomatie anglaise avait fait une faute grave, en considérant du même œil, une promesse faite à quelques milliers de bédouins dont le sort n'intéressait personne, et une promesse aux représentants d'un peu-

ple dont les membres tenaient la plupart des leviers de commandes dans les pays occidentaux. Dûment enregistrée, au vu et au su de la conscience internationale, la déclaration Balfour allait être utilisée par les éléments sionistes, appuyés sur l'ensemble des juifs. C'est en se basant sur cette déclaration que les juifs réclamèrent une immigration juive accrue en Palestine, immigration à laquelle les arabes étaient violemment opposés.

En Palestine, l'agence juive représentait l'autorité suprême des juifs y résidant. Elle était doublée d'organismes économiques chargés de collecter des fonds et d'acquérir des terres : le Keren Kayemeth Le-Israël (K.K.L.) et le Keren Hagenod (K.H.).

Parallèlement à la déclaration Balfour, l'Angleterre par l'intermédiaire de Fayçal, propageait l'idée d'un croissant fertile qui engloberait l'Irak (sur laquelle l'Angleterre venait d'annuler son mandat), la Syrie, le Liban et la Palestine, qui en un seul pays seraient liés à l'Angleterre.

Cette attitude accéléra le mouvement nationaliste arabe au Liban et en Syrie, alors occupés par la France.

Parallèlement des partis de style fasciste se développaient au Moyen Orient : en Egypte « Les frères Musulmans » de Hassan el Banna, au Liban « le parti syrien National » d'Antoun Saadé, puis les « phalanges libanaises » de Pierre Gemayel, créées pour exprimer les opinions de la minorité chrétienne au Liban.

Cependant dès la fin de la deuxième guerre mondiale, il apparut très vite que la Grande-Bretagne ne pourrait pas conserver le Moyen Orient dans sa sphère d'influence sous la forme actuelle. C'est pourquoi la Grande-Bretagne eut recours à l'arbitrage de l'O.N.U. qui en novembre 1947 ordonna le partage de la Terre Sainte, en un Etat arabe et un Etat juif, la ville de Jérusalem était érigée en ville internationale sous son contrôle. Immédiatement la guerre éclata car les Arabes ne pou-

vaient accepter cette décision. En 1948, les juifs de Palestine constituent un comité exécutif de 13 membres. Le 14 mai 1948, Ben Gourion proclamait l'indépendance quelques heures avant l'expiration du mandat britannique. L'Etat d'Israël fut immédiatement reconnu par les Grandes puissances.

La phase active du Sionisme

La phase active du sionisme se place en grande partie dans le mouvement de Zeev Jabotinsky qui marqua de sa personnalité une partie du mouvement sioniste; né en 1880 à Odessa, il étudie à Berne, où il trouve ses premiers contacts avec le sionisme; puis il part pour 3 ans à l'Université de Rome. C'est à Kiev en 1903, à la suite d'un pogrom qu'il met sur pied des groupes d'auto-défense; organisateur des bataillons juifs de l'armée anglaise pendant la guerre de 1914-1918 pour débarrasser la Palestine des Turcs, il est ensuite emprisonné à Acre par les Anglais. Son activité politique proprement dite commence alors, il crée en 1924 à Berlin « l'Alliance pour la révision de la politique sioniste », puis en 1925 à Paris, l'Hatzohar (Union des sionistes révisionnistes) qui existe encore aujourd'hui.

Polyglotte (il commençait ses discours en proposant à ses auditeurs, une au choix de ses 17 langues vivantes), il voyagea énormément pour organiser de par le monde le sionisme rénové tel qu'il le concevait. C'est en droite ligne des conceptions de Jabotinski qu'est issu l'Irgoun, abréviation de Irgoun Tzei Léouni (organisation militaire nationale). Commandée par David Raziel l'Irgoun entre 1936 et 1939, livra plusieurs fois des combats armés contre des groupes arabes. En 1939,

Raziel interné par les Anglais à la prison de St-Jean-d'Acre, est libéré et s'engage avec des détachements de l'Irgoun dans l'armée anglaise; il est envoyé par le général Wavel en mission derrière les lignes ennemies en Irak; il n'en reviendra pas.

Telles furent les 2 personnalités qui marquèrent le plus l'Irgoun d'avant la deuxième guerre mondiale.

Après 1945, la bataille des sionistes fut dirigée plus envers les Anglais qu'envers les Arabes. Ce fut la bataille de l'« Alya » (l'immigration) car les Anglais avaient décrété un quota d'immigration. Le premier l'Irgoun réagit très violemment, ce fut la nuit où tous les postes radars de Palestine sautèrent empêchant le repérage des bateaux d'immigrants clandestins. Ainsi que l'explosion de l'hôtel King David où 75 officiers d'état-major britanniques périrent.

Ce fut l'épisode spectaculaire de Dov Gruner, ancien soldat de la brigade juive de l'armée anglaise qui soldat de l'Irgoun fut condamné par les autorités anglaises à la pendaison. L'Irgoun ayant averti que deux officiers anglais seraient pendus par représailles, quelques jours après l'exécution de Gruner des paysans arabes découvrirent deux pendus anglais.

Les autorités anglaises convoquèrent alors la presse; et devant les caméras qui filmaient la scène; les deux cadavres piégés explosèrent avec les officiers qui les décrochaient. Plusieurs épisodes sanglants comme l'attaque de la prison de Saint-Jean-d'Acre, marquèrent cette période.

L'exemple de l'Irgoun, avait déjà donné naissance au groupe terroriste Stern. Il donnera surtout naissance à un esprit et à un certain romantisme.

A partir de 1946, des groupes armés se constituèrent et s'entraînèrent clandestinement en vue de former une force cohérente à opposer aux Anglais et aux Arabes. C'est devant la menace croissante de ces groupes armés

que l'Angleterre commença à cerner sérieusement les groupes arabes et les Etats arabes voisins : Légion arabe de Glubb Pacha — Armée Irakienne de Nouri-el-Said, armée de libération de Fawtz el Kawoukji — Palestiniens du Mufti de Jérusalem — armée de Farouk, armée syrienne et armée libanaise.

Cette période du sionisme se marque par une mobilisation effective de tous les juifs de par le monde, cela en vue de deux buts : procurer de l'argent pour équiper l'armée d'Israël, mobiliser l'opinion mondiale pour une de ces campagnes dont nous avons depuis pris l'habitude.

Au moment où va débiter le conflit armé ouvert, Israël est dans une situation militaire et diplomatique infiniment supérieure à ce que prétend la légende (et sa propre propagande). Ses forces armées sont supérieures en nombre : la Tchécoslovaquie bolchévisée lui enverra 110 Me 109-G qui lui donneront la supériorité aérienne. Du monde entier les trafiquants d'armes feront affluer vers Tel-Aviv, leurs stocks, tandis que les armées arabes, vendues et trahies par des chefs corrompus, ne disposent que d'un armement et d'un ravitaillement dérisoires. Si la Grande-Bretagne est neutre, la France, les U.S.A. et l'U.R.S.S. sont à fond aux côtés d'Israël.

Les opérations militaires de 1947-1948

Les forces en présence :

- Armée syrienne : 20.000 soldats, dotés d'un armement français démodé (5 à 6.000 engagés au combat).
- Armée jordanienne : Légion arabe, 12.000 hommes. C'est la meilleure force du Moyen Orient.
- Armée irakienne : 25.000 hommes (6.000 hommes envoyés au front).
- Armée égyptienne : 40.000 hommes, mal équipés, mal encadrés, mal nourris, à peine armés, corps expéditionnaire : 12.000
- Armée libanaise (forces de police), moins de 10.000 h.
- Armée de libération de Kawoukji. Quelques milliers d'hommes, peu combattifs.

Les forces juives :

- Hagana (Armée de défense) 80.000 h. et f. + 6.000 volontaires du Palmach (groupes des kibboutzim).
- Irgoun : 15.000 h. volontaires, fanatiques très bien entraînés, un groupe était spécialisé dans les explosifs.
- Stern : 5.000 combattants des deux sexes.

Les opérations.

Elles débutèrent essentiellement par des tentatives faites dans chacun des deux camps pour s'emparer avant le

départ des troupes anglaises des points stratégiques. Comme l'occupation de Jaffa par des soldats irakiens.

Les opérations purement militaires commencèrent par la destruction des troupes de Kawoukji, devant Hishmar Hœmek, par les groupes du Palmach ; devant le rassemblement des Arabes les différentes forces s'unirent sous un commandement commun, ce qui manqua tout au long des opérations aux Arabes.

Sur le front de la Légion arabe, les troupes juives prirent l'initiative, la première attaque fut dirigée contre la plaine côtière entre la Judée et la Méditerranée, la tactique employée fut une série de coups de mains qui, avec le bénéfice de la surprise réussissaient la plupart du temps.

Mais l'assaut de la ville arabe de Ramlé où la Légion arabe s'était retranchée, coûta de lourdes pertes aux juifs.

Le second point était Jérusalem, divisé entre un quartier juif et un quartier arabe. Le quartier juif occupé par des unités de la Hagana fut dès le début des hostilités encerclé par la Légion arabe et de violents combats s'y déroulèrent. L'offensive des groupes du Stern, de l'Irgoun et de la Hagana pour briser l'encerclement se révéla un désastre pour les juifs qui durent se retirer avec des pertes énormes. Finalement sur les instances de la Croix-Rouge les juifs encerclés se rendirent.

Sur le front libanais, le contact se produisit à Manarah entre les détachements de l'armée libanaise et un groupe du Palmach, le combat violent qui les opposa ne décida pas d'un vainqueur et chacun resta sur ses positions.

Sur le front syrien, les combats furent encore plus durs, car l'armée syrienne était, en dépit d'un armement démodé, formée de combattants valables ; le premier contact se fit à Michmar Hayarden, kibboutz qui fut violemment bombardé par l'artillerie syrienne ; tan-

dis que l'infanterie syrienne qui montait à l'assaut se heurta à un champ de mines et ne pouvait exploiter l'avantage offert par la préparation d'artillerie. Mais lorsque 3 jours plus tard des équipes de déminage furent amenées avec des renforts, le kibboutz avait été évacué.

C'est devant le kibboutz d'Ein Gev que se produisit la deuxième offensive syrienne; mais par la configuration du pays : une plaine surplombée de très hautes falaises aucune offensive terrestre, tant par infanterie que par blindés, n'était possible et le combat se résuma à un duel d'artillerie entre les deux camps. Cependant la découverte d'une piste praticable pour les blindés, permit d'amener les troupes nécessaires à une offensive frontale, mais une nouvelle fois l'offensive se brisa sur des fortifications à base de champs de mines. Dans la nuit de violents combats, dont la plupart furent emportés à l'arme blanche, opposèrent des commandos du Palmach à l'infanterie syrienne.

Le même scénario se reproduisit lors du troisième contact, devant le kibboutz de Dégania. L'offensive syrienne appuyée par les blindés et menée par l'infanterie, se brisa sur un champ de mines.

Sur le front Irakien.

Le but de l'offensive de la Légion irakienne était la destruction de la centrale hydroélectrique de Rottenberg qui fournissait la plus grande partie de l'énergie électrique de la Palestine, malgré une résistance désespérée des juifs, les forces irakiennes parvenaient partiellement à réaliser leur objectif. Les juifs devant l'occupation de l'usine de Rottenberg, eurent recours à une tactique désespérée, ils firent sauter le barrage parvenant ainsi à engloutir sous les eaux du Jourdain une partie du corps de l'armée irakienne. Dans le sud de la Samarie, l'armée irakienne, livrera combat en plusieurs points aux

troupes juives et parviendra à les repousser et à occuper plusieurs villages, mais ces succès initiaux ne furent pas exploités.

Le 14 mai 1948, l'armée égyptienne passa à l'attaque sur le front du Sinaï. Sa première offensive était en direction de Gaza, le long de la plaine côtière et se heurta violemment tout au long de son offensive aux groupes du Palmach qui défendaient les quelques kibboutzim de la région. Mais malgré des victoires initiales, les Égyptiens ne purent parvenir à occuper ces kibboutz, ces derniers étant entourés d'une ceinture de champs de mines. La colonne s'empara de Gaza et sur la route de Tel-Aviv se heurta au grand kibboutz de Mitzpeh Hayam, après ces violents combats le kibboutz fut pris et entièrement détruit.

La seconde colonne égyptienne avait comme but de désorganiser la résistance de kibboutzim du sud du Negev; elle occupa Bir Asslouj et Aouja et Hafir et Fallouya, puis elle se heurta au kibboutz fortifié de Negba qui était le seul obstacle sur la route de la colonne.

Les attaques contre Negba se heurtèrent également à des champs de mines. Dans le même temps, Ber Sheva était occupée.

La bataille de Jérusalem.

Cette bataille était la conséquence de l'encerclement de la ville juive de Jérusalem, sa valeur résidait essentiellement dans son symbole. La Légion arabe occupait des positions surélevées et solidement fortifiées, qui dominant la route de Jérusalem, interdisait le passage de tout convoi. Plusieurs convois furent réduits à néant. Tous les passages tant de jour que de nuit furent des échecs. Mais c'est un fait de politique internationale qui changea la situation, un pont aérien fut établi entre la Tchécoslovaquie et Israël et des armes, essentiellement

de l'artillerie, du dernier modèle, furent acheminées dans le camp des juifs. Ce fut la bataille de Bab el Wad, qui finit par ouvrir la route de Jérusalem.

Les armées arabes ne purent donc vaincre à cause du manque de coordination entre les différents commandements. Mais également à cause d'un matériel inadapté, venant d'horizons divers.

ISRAËL

Israël réussit cette sorte de miracle de combiner un obscurantisme religieux de type médiéval et les beautés d'une démocratie parlementaire assez semblable à celle de la défunte IV^e République.

De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, on rencontre les partis suivants :

La coalition G.A.H.A.L. qui regroupe le Parti Herouth (liberté) et une fraction des libéraux.

Le Parti Herouth est l'héritier politique des sanguinaires terroristes de l'Irgoun Tzei Leumi (forces armées nationales), elle-même branche militaire du Parti Hatzohar (Révisionnistes) fondé par Zeev Jabotinski. Le Herouth, dirigé par le déserteur de l'armée polonaise : Menachem Begin, est considéré comme le Parti « fasciste » local. Son programme a toujours été :

« Pas de lutte de classes en Eretz-Israël. Un état juif sur les 2 rives du Jourdain ».

L'impérialisme est donc le facteur-clef de ce Parti, dont l'électorat représente (avec l'appui des Libéraux de Sapir) environ 22 % de la population. Le parti libéral, durement atteint par la scission de Sapir, ne joue plus qu'un rôle restreint.

Le R.A.F.I. (Rassemblement Travailleiste National) est une dissidence de droite du Parti Mapai. Constitué par

les extrémistes-impérialistes Ben Gourion, Shimon Pérès et le général Moshe Dayan, le R.A.F.I. n'a jamais caché son penchant pour les solutions de force à l'égard des pays arabes. Dès avant la crise, le R.A.F.I. et le G.A.H.A.L. étaient en pleine négociation pour renverser le gouvernement, jugé trop pacifique, de Levi Eskhol. Le R.A.F.I. n'a obtenu, aux dernières élections, que 8 % des voix.

Les trois petits partis religieux (Agoudath Israël, Agoudath Pole Israël essentiellement) n'ont qu'une audience restreinte (11 % des voix), qui correspond en gros aux véritables juifs pratiquants (14 %), mais ils disposent d'une puissance énorme. Leurs voix sont, en effet, indispensables aux partis de gauche avec lesquels ils sont alliés dans un but strictement pragmatique. Sur le plan social et économique, les partis religieux sont plus proches des partis de droite que de ceux de gauche. Pour conserver leur alliance, le M.A.P.A.I. leur a livré le contrôle de la vie religieuse et ils ont pu transformer Israël en un pays d'intolérance fanatique et bigote. Le M.A.P.A.I. (Parti Travailleuse) a toujours été au pouvoir depuis l'indépendance d'Israël. Dans la crise actuelle, ses chefs, Eskhol et Golda Meier (qui avait essayé de signer un modus-vivendi avec l'émir Abdallah de Transjordanie en 1948 puis en 1951) ont été débordés par les extrémistes, soutenus pour les partis religieux qui ont imposé l'entrée de Dayan et Begin dans le gouvernement.

Le M.A.P.A.M., situé à gauche du M.A.P.A.I., a toujours été associé à celui-ci dans l'exercice du pouvoir. Il ne joue qu'un rôle effacé et sert d'alibi aux « Ultras » en préconisant de temps en temps des solutions plus souples dans le conflit avec les Etats arabes.

L'Achod Avoda, encore plus gauchissant, est plus dur sur ce chapitre, son principal responsable, le général Alon étant hostile à tout compromis. Le M.A.K.I. est

le parti communiste juif, qui s'est dans la crise totalement aligné sur les autres partis israéliens.

Le parti communiste arabe (scission nationaliste de l'ancien Parti Communiste israélien) est le seul représentatif de la minorité arabe, qui le soutient, non par amour du communisme, mais par impossibilité de s'exprimer légalement. Toutes les formations politiques arabes sont interdites par la loi et les députés arabes (en général, membres du M.A.P.A.I.) sont des marionnettes aux mains des dirigeants israéliens.

Le régime israélien, basé sur l'omnipotence du M.A.P.A.I., est marqué par une suite de crises gouvernementales larvées, de sourdes manœuvres parlementaires, et par une corruption, dont on parle peu, mais qui apparaît généralisée. A cette semi-anarchie parlementaire s'ajoute, sous l'influence des partis religieux, une dictature totale de dévots étroits et bornés, dont la principale activité est de lutter contre le christianisme, considéré comme un danger infiniment plus grave que l'Islam. Cette haine de notre civilisation est d'ailleurs commune à la totalité de la population juive d'Israël. La propagande sioniste, en France, présente dans les milieux de droite et d'extrême-droite, les Israéliens comme des chevaliers sans peur, des soldats paysans, plus proches par l'esprit et la valeur des Waffen SS allemands que des anciens juifs du ghetto. Il s'agit là d'un mensonge éhonté, entretenu par des escrocs bien payés :

— Israël, pays des paysans-soldats des kibboutzims ? Ceux-ci forment 1,5 % de la population ! La structure sociologique est similaire à celle des anciens ghettos : prédominance absolue du troisième secteur, celui des commerçants et intermédiaires.

— Les Israéliens sont-ils débarrassés des tares physiques de leur race ? A croire les reportages, on pourrait penser qu'Israël est peuplé de géants blonds aux yeux bleus. En fait, là aussi, il n'y a guère de changements sur

le ghetto, sauf un teint moins livide. D'ailleurs existent toujours des hordes en lévite noire et papillottes de Zélotes et d'adorateurs de la Thora.

— Israël un pays débarrassé de la lèpre de l'internationalisme, de cet internationalisme juif, plaie de tous les peuples du monde ? Rien de moins vrai ; si les Israéliens n'apprécient que modérément leurs frères de l'extérieur, ils savent pouvoir compter en toute circonstance sur la juiverie internationale, toujours prête à entrer en action lorsque les intérêts de la « Race Elue » sont menacés, n'importe où dans le Monde.

Israël, pays des pionniers ? Peut-être, mais de pionniers richement dotés. La Diaspora a envoyé des flots d'or dans ce pays inviable économiquement. En particulier les banques juives Rotschild, Kühn-Löb and Co, Wassermann, Warbrer ont déversé des centaines de millions de dollars sur Israël. L'exploitation des pseudo « Six millions de morts » du national-socialisme a arraché à l'Allemagne Fédérale *un milliard* de dollars depuis 1952. (Plus réaliste, la République Démocratique Allemande a refusé obstinément de verser un pfenning). Le déficit annuel d'Israël est de l'ordre de 450 millions de dollars, alors que 70 % du budget provient de l'étranger. En fait d'Etat sur-développé, c'est plutôt d'Etat assisté que l'on devrait parler !

Les progrès agricoles ne sont possibles que par un prodigieux gaspillage financier. L'orange du Neguev continue à revenir à 150 % de son prix de vente. Une très grave crise économique était en cours, depuis un an environ (40.000 chômeurs) et les juifs de la Diaspora avaient tendance à renâcler dans le versement de « l'impôt » en faveur d'Israël. Les réparations allemandes ayant pris fin cette année (malgré un nouveau chantage israélien, fondé sur le soi-disant sentiment de « culpabilité profonde des Allemands »), la situation financière d'Israël apparaissait assez compromise. La guerre

« fraîche et joyeuse » du 5 juin va ramener cette prospérité. En quatre semaines, les juifs du Monde entier ont rassemblé 75 milliards d'anciens francs ! La somme aujourd'hui doit avoisiner les cent milliards, ce qui est assez honnête. La conquête des Lieux Saints, si une annexion a lieu, serait aussi fort rentable pour l'Etat juif, grâce aux substantiels revenus touristiques (qui représentaient 1/3 du budget jordanien).

Economiquement parlant, Israël ne peut survivre que par ses énormes soutiens mondiaux. Une seconde voie est cependant ouverte : un expansionnisme généralisé. Hier leit-motiv de l'Irgoun Tzei Leumi et du Herouth, cette idée d'un Grand Israël est devenue un fait général, tant parmi la population que parmi les politiciens israéliens. L'annexion de toute la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que d'une partie du Sinaï est aujourd'hui le but avéré du régime de Tel-Aviv. Mais il ne s'agit pas seulement d'annexion. Le but, toujours poursuivi depuis 1918, est l'implantation de nouveaux millions de juifs, et l'expulsion de la très grande majorité de la population arabe, les groupes survivants étant réduits à l'état d'ilotes. Si Israël doublait sa population juive et triplait sa superficie, il posséderait une force militaire absolument irrésistible, dans tout le Moyen-Orient. Le général Dayan prétend vouloir une fédération entre Israël, la Cisjordanie donnée aux réfugiés et la Transjordanie. En fait, ces deux Etats arabes ne seraient que des satellites, voués à l'absorption et à la liquidation pour faire place à de nouveaux flots de colons juifs. La tactique actuelle des israéliens va dans le sens d'un émiettement des zones arabes, ainsi neutralisées, avant d'être intégrées au plus Grand Israël. Le frénétique impérialisme sioniste se donne libre cours, grisé par son écrasante victoire militaire. Le souci, ostensiblement affiché à Jérusalem, de vouloir négocier, séparément, avec chaque pays arabe, trahit une volonté bien arrêtée d'humili-

lier et d'écraser définitivement ces pays. Il est bien certain, en effet, que la meilleure chance de négociation se trouve à l'ONU pour les Etats arabes, grâce au soutien soviétique et à l'appui d'une grande partie du Tiers-Monde. Une solution bien plus mauvaise serait une négociation entre *tous* les arabes et Israël, qui arriverait à équilibrer tant soit peu la puissance des israéliens. La solution que veut imposer Israël signifierait, elle, le suicide total des états arabes qui, pris isolément, n'ont aucune force face au vigoureux état juif. Le but de la diplomatie juive est donc clair : il faut, pour Tel-Aviv, réaliser le plus vite possible le plus Grand Israël, et asservir totalement les peuples arabes.

Les violations des accords d'armistice par Israël

On a pu dénombrer dix-neuf violations majeures des accords d'armistice par les Israéliens depuis 1949. Le plus évident est celui qui a permis la construction du port d'Eilath, dont le blocus par les Egyptiens a été la cause (du moins d'après la propagande sioniste) du nouveau conflit judéo-arabe. En effet les accords de Rhodes, conclus sous l'arbitrage du noir américain Ralph Bunche, délégué de l'O.N.U., entre l'Egypte et Israël le 24 février 1949 laissaient une bande de terre aux arabes pour unir l'Egypte à la Transjordanie dans le secteur d'Om Rash, sur le golfe d'Akaba. Violant cyniquement la trêve, une brigade motorisée juive du général Igal Alon s'empara du futur site d'Eilath, qui n'a donc aucun droit légal à l'existence. Une autre violation du statut d'armistice allait entraîner la longue série de combats sanglants à la frontière syrienne qui permit à tous les journaux contrôlés par les juifs de faire passer pour des agresseurs, les Syriens. La rive orientale du lac de Tibériade devait, d'après l'armistice conclu à la côte 232 le 20 juillet 1949, revenir à la Syrie. En fait, par une flagrante violation des accords d'armistice, les blindés israéliens se sont emparés de toute la rive et, depuis lors, les « pseudo-attaques syriennes contre le territoire israélien » ne sont que les tentatives des Syriens de récupérer un territoire qui, selon le droit international, est leur sans aucune restriction.

Israël n'a cessé de violer les conventions conclues avec la Jordanie à Rhodes, le 3 avril 1949. Profitant de l'étrange profilé de la ligne de démarcation confuse et découpée à l'extrême, les israéliens n'ont cessé de gri-

gnoter le territoire jordanien, avant de s'emparer, par le dernier conflit, de la totalité de la partie encore libre de l'ancienne Palestine. Outre ces conquêtes illégales de territoire, Israël a multiplié les violations militaires du cessez-le-feu de 1949. Sa stratégie de riposte « globale » à tout acte de terrorisme a généralisé des heurts sanglants dans cette région.

De cette longue série d'attentats au droit des gens, on peut extraire les actions les plus sauvages et les plus sanguinaires :

— En juin 1955, suite à un « attentat » de Fîdâ'is Al Islam en territoire israélien, une brigade blindée israélienne attaque Khan-Younis, détruit le PC d'une brigade égyptienne, tuant 200 soldats et 150 civils. Une violente indignation éclate à la suite de ce raid dans de nombreux pays, indignation que bloque rapidement le « Lobby » juif international.

— Il y a quelques mois, le 13 novembre 1966, un commando de l'organisation El Fatah lance un raid en Israël, depuis la Jordanie, mais malgré l'hostilité du régime du roi Hussein, qui ne peut être rendu responsable d'un tel acte. Deux brigades israéliennes attaquent alors le village cisjordanien de Samoa, massacrent une partie de la population et détruisent le village, après avoir écrasé une faible unité de la légion arabe.

— Il y a peu de temps, encore, un raid de représailles de l'aviation israélienne abattait six Mig 21 en Syrie, dont plusieurs à la verticale de Damas. Toute cette série d'actions militaires montre combien est valable l'image d'un petit David pacifiste face à un Goliath belliqueux !

A ces violations des accords d'armistice s'ajoutent les violations, du fait d'Israël, des décisions de l'ONU. En particulier le projet de l'ONU, voté en assemblée générale, prévoyant le retour en Israël des réfugiés palestiniens a été rejeté avec mépris par Israël, qui se refuse à accueillir ce qu'il nomme « une V^e Colonne arabe »,

alors qu'il prétend, par ailleurs, que sa minorité arabe est loyaliste (ce qui signifie que le système de terreur militaire utilisé contre la minorité arabe n'est pas suffisant pour enlever toute inquiétude à ce propos chez les dirigeants de Tel-Aviv).

Ce refus des décisions de l'ONU se conçoit lorsque l'on sait que l'Etat d'Israël devait comprendre, d'après les décisions de l'ONU, 10.000 km², alors qu'il en comporte 20.000, soit le double, conquis par le fer et par le feu. En outre l'assassinat du comte Folke Bernadotte, envoyé de l'ONU, par des tueurs juifs du groupe Stern a montré le cas que font les juifs de cette organisation, lorsqu'elle ne les satisfait pas.

Israël n'a tenu compte du droit international que chaque fois qu'il y voyait un intérêt. Ses constantes agressions sont cause de l'instabilité chronique du Moyen-Orient.

Depuis 1948, l'agresseur permanent, c'est Israël.

Une solution d'ensemble du problème du Moyen-Orient passe, au minimum, par le renoncement à toute politique de force par Israël. Mais une telle politique d'expansionnisme belliqueux est inséparable de la nature même de l'état juif, et, cela, depuis sa création. Bâti sur une injustice et sur un véritable génocide (car l'expulsion de tout un peuple de sa patrie est un génocide, au même titre que son extermination), Israël poursuit, grâce au soutien inconditionnel de la juiverie internationale, sa « Solution Finale » du problème arabe. Et, à la différence de la solution finale des SS du III^e Reich, il est bien question là d'une liquidation globale du fait arabe au sein de l'état juif. En droit comme en fait, Israël, oiseau de proie au Moyen-Orient, est une construction artificielle, vaine et mensongère, qui disparaîtra tôt ou tard.

Les données militaires et politiques du conflit

I

La guerre ne commença pas au Moyen-Orient par des opérations militaires. Par la réunion d'un certain nombre de faits, il apparaissait aux observateurs spécialisés dans les questions du Moyen-Orient que la guerre était inévitable dans un très proche avenir; cependant même pour les plus compétents de ces observateurs, le déclenchement des opérations militaires se produisit plus tôt que prévu; en effet dans ces pays où le facteur religieux reste important, on s'attendait à une attaque Israélienne un vendredi matin (jour de repos pour les musulmans et où, donc, la surveillance se relâche) ou à une attaque arabe le samedi matin (jour du sabbath juif). Le facteur temps examiné, il faut revenir sur ce qui rendit aux yeux des observateurs, le conflit inévitable. Le premier de ces faits concernait la politique intérieure israélienne; dans ce pays aux multiples partis politiques, depuis l'extrême-droite nationaliste du Herouth (liberté) dirigée par Menachem Begin jusqu'aux 2 partis communistes, l'un recrutant essentiellement parmi la population juive et dirigé par Moshe Sneh (1 député) et celui qui recrute parmi la population arabe, dirigé par Maier Wilner et Tewfik Taubu (3 députés); en passant par les 3 partis religieux, les diverses tendances socialistes et la droite conservatrice; où la vie politique, à l'instar de nos démocraties occidentales, se résume à de stériles luttes de clan (af-

faire Shimon Pérès), la formation d'un gouvernement d'union nationale où le général borgne Dayan, représentant la faction intransigeante de l'armée et partisan de la manière dure, recevait le portefeuille de la défense nationale, tandis que Menehem Begin représentait 40.000 nationalistes et 140.000 électeurs du Herouth, devenait ministre sans portefeuille et lançait dans le monde entier un ordre de mobilisation des adhérents du mouvement sioniste de jeunesse « Betar » rattaché au Hérouth, fort surtout en Afrique du Sud, en Argentine et au Canada ainsi qu'aux Etats-Unis, ne pouvait s'opérer que dans la mesure où d'importantes mesures devaient être prises dans un laps de temps assez court.

Le second de ces faits était constitué par le ralliement du roi Hussein de Jordanie à Nasser. Pour comprendre l'importance de cet événement il faut soigneusement examiner deux séries de phénomènes, les uns d'ordre géographique, les seconds d'ordre politique. La première série d'ordre géographique, explique et subordonne ceux d'ordre politique. Il faut en effet se souvenir que des frontières d'Israël avec les pays arabes, celle qui met en contact Israël et le royaume de Jordanie est à tous points de vue, et de loin, la plus importante. C'est la frontière la plus étirée en longueur (environ 550 kms), alors que la frontière avec le Liban a environ 70 km, celle avec la Syrie légèrement plus et celle avec l'Egypte n'est guère que trois fois plus longue que les deux précédentes. Mais l'étirement particulier de cette frontière n'est qu'un élément, et même un élément secondaire, de son importance. Deux facteurs constituent des éléments plus sérieux, le premier est d'ordre stratégique, en effet en consultant une carte de la région, il saute aux yeux que, prenant comme bases Latrun au Beit Nuba, une percée jordanienne n'aurait guère qu'une cinquantaine de kilomètres à faire pour atteindre la frontière de la bande de Gaza, isolant ainsi la partie méridionale d'Israël avec

le Neguev, et des centres importants comme Beer-Sheva du reste du pays, priverait Israël et la région fertile d'Ein Hatseva et des seuls débouchés sur la mer Morte où est concentrée une importante partie de l'industrie israélienne en raison des réserves pratiquement inépuisables que constituait les minéraux de cette mer intérieure. Isoler cette partie d'Israël permettait aux égyptiens en utilisant l'axe Quetriot-Beer-Sheva de se diriger vers Jérusalem qui se trouverait dans la partie isolée par la percée jordanienne. De la même façon une percée à partir de Rummance en direction d'Haïfa (40 kms), permettrait avec le concours de la marine égyptienne très supérieure à la rudimentaire marine d'Israël, d'occuper le principal port Israélien en même temps que la Galilée qui représente la partie la plus au Nord du territoire d'Israël et également la plus fertile, tomberait immédiatement aux mains des arabes, car il est hors de question pour elle de résister à une triple pression, libanaise, syrienne et jordanienne. Dans le même ordre d'idée, il importe de se souvenir constamment que le centre nerveux d'Israël qui est Tel-Aviv se trouve à 20 km de la frontière de la Jordanie et cette bande de terrain serrée entre la Jordanie et la mer, porte les agglomérations les plus peuplées et économiquement les plus vitales d'Israël. Ces quelques remarques montrent l'importance primordiale que constitue aux yeux d'Israël la frontière avec la Jordanie. Et ceci explique, l'importance qu'a représenté aux yeux des dirigeants israéliens la nouvelle de ralliement à Nasser du roi Hussein de Jordanie. En Israël on avait pris l'habitude de considérer le royaume hachémite voisin comme à demi rassurant, et cela en se basant sur les faits suivants : l'opposition Nasser-Hussein, ce dernier traditionnellement soutenu par le royaume d'Arabie Séoudite et d'une manière plus discrète, mais peut-être plus efficace par les émirats pétroliers de la mer Rouge (Koweit, Abou Dhal)

aux prodigieuses ressources financières. Israël misait sur l'opposition traditionnelle, des pays arabes dits révolutionnaires et des pays islamiques. Dans cette optique la présence sur le territoire jordanien d'un million de réfugiés palestiniens, constamment travaillés par une habile propagande de la R.A.U. et continuel foyer de troubles dont le ressentiment se dirigeait plus vers le roi Hussein de Jordanie taxé de complicité envers Israël, constituait pour ce dernier plus une garantie qu'une menace.

Dans l'optique des dirigeants et des experts israéliens, l'éventuelle participation des jordaniens à une guerre opposant Arabes et Israéliens, se traduisait par quelques coups de feu tirés des blockhaus en béton de l'excellente Légion arabe, installés dans le no man's land de Jérusalem et par le bombardement au canon de quelques kibboutzim frontaliers, le tout n'ayant qu'une valeur de symbole. Israël escomptait une division politique du monde arabe, basée sur l'antagonisme fondamental des régimes traditionnels et des régimes révolutionnaires, de même que sur les divisions ethniques des régions marginales (Druzes au Liban, Kurdes en Syrie et surtout en Irak), de la même façon et dans la même optique il est à peu près certain qu'Israël soutien au Yémen les partisans monarchistes de l'Iman Badr dans le seul but de fixer un important corps expéditionnaire égyptien (55.000 hommes) et de provoquer d'une manière concrète une division du monde arabe. Le Monde Arabe est militairement curieusement divisé, les foules enthousiastes du Caire et de Damas réclamaient des armes que leurs gouvernements respectifs ne pouvaient leur donner pour des raisons budgétaires (bien que 62 % du budget syrien soit consacré à l'armée), alors que les Emirats traditionnalistes ont des arsenaux bien à craquer d'armes achetées à l'étranger, avec des habitants indifférents et quelque peu amorphes. Nous avons

vu deux des facteurs qui rendaient aux yeux des observateurs avertis la guerre inévitable dans un temps très proche. Cependant ceux-ci attendirent pour former leur opinion, l'adjonction aux deux signes précédents d'un troisième, qui lui est caractéristique et ceci est la mobilisation générale des esprits.

A l'heure du viol des foules par la propagande, il n'existe pas de par le monde, à l'exception peut-être des communistes et des multiples comités qui sous leur régime pullulent comme par enchantement, de réseau de propagande mieux organisé, plus discipliné, aussi merveilleusement efficace qu'est celui qui prend forme instantanément dans l'ensemble des populations juives disséminées dans le monde entier dès que se manifeste pour Israël l'approche d'un quelconque danger. L'ampleur de la campagne, parfaitement orchestrée tant dans la rue que dans la presse, écrite ou parlée, annonçait l'inquiétude des dirigeants israéliens qui tentaient ainsi de protéger leur pays derrière le mur sacro-saint de l'opinion publique. Simultanément la campagne se déclencha à New-York, où de violentes bagarres mirent aux prises pro-Israéliens et pro-Nassériens, à Londres avec des bagarres à Hyde Park, à Paris avec les meetings monstres de la place d'Israël et du cirque d'hiver où les sionistes réussirent à se faire serrer la main par le colonel Thomazo et monsieur anti-OAS : Sanguinetti. De tous les horizons de l'opinion des prises de positions pro-Israéliennes affluèrent et il est intéressant de les rassembler de même qu'il sera utile d'en conserver la liste : Marcel Achard, Raymond Aaron, Jacqueline Auriol, Robert Laffond, Tony Larue, Jean Lecanuet, Marcel Aymé, Jean Legaret, Paul-Emile Victor, R. Bachuter, Paul Violar, Joseph Kosma, Ionesco, Alain Terrenoire, J.-C. Servan-Schreiber, G. Bauer, A. Lurffo, Jean Leprince, J. Baumel, C. Bellanger, général de Bénouville, Leprince-Ringuet, Thierry Maulnier, Jacques Médecin, Pierre Mendès-

France, R. Merle d'Aubigné, F. Mitterrand, Y. Montand, Yvon Morandat, M. Morgan, général de Baissoudy, H. Bonnet, R. Bresson, J.-F. Carcopino, J. Carcopino, Jean Cau, A. Chalandon, A. Chamson, G. Cesbron, G. Deferre, R. Dorgelès, Michel Droit, M. Druon, J. Duché, J. Duhamel, J. Dutourd, P.-E. Gilbert, A. Fould, J. Fournastié, Maurice Garçon, Paul Garson, F. de Gaudart d'Allaines, A. Gillois, Jean Guehenno, M^{me} de Hautecloque, Philippe Hériot, L. Neuwirth, D. Pado, L. Pasteur Vallery-Radot, Claude Perdriel, F. Perrin, M. Piccoli, Gaëtan Picon, M. Poniatowski, général Pouyade, G. Puaux, Rémy, E. Roche, Jules Romains, Jean Sainteny, A. Sanguinetti, N. Sarraute, C. Serreulles, Pierre Sudreau, V. Giscard d'Estaing. On voit à cette simple liste de noms, l'effort particulier déployé par les propagandistes sionistes à cette occasion. Et on peut y ajouter la centrale Force Ouvrière, le cardinal Veillot, et cela simplement en France. Mais un effort de même ampleur était entrepris aux Etats-Unis, d'où on rapporte que la Maison Blanche était envahie de télégrammes demandant ou exigeant le soutien des Etats-Unis pour Israël. A ces signes le conflit paraissait inévitable et très proche.

Les opérations militaires.

II

Dans ce que nous voulons être un compte rendu des différentes opérations militaires, il faut examiner tout d'abord la question du déclenchement des hostilités qui en raison de position officielle française avait pour les belligérants une grande importance.

Pour tous les observateurs, de même que pour les experts militaires, il n'y a pas pratiquement de problème,

il apparaît de par la configuration des événements et leur tournure ultérieure que c'est Israël qui a pris l'initiative des combats.

Dans cette guerre, il apparaissait que l'importance du rôle joué par l'aviation serait énorme et décisif, et cela n'était pas seulement évident pour les experts militaires ; les dirigeants israéliens l'avaient proclamé sur tous les tons et avaient agi dans ce sens, tous les journaux l'avaient écrit. Le 29 octobre 1956, Israël attaquait dans le Sinaï, avec des éléments blindés, mais il ne faut pas perdre de vue qu'à cette époque, la couverture aérienne d'Israël était assurée par les avions français, basés en Israël quelques jours avant le déclenchement du conflit sur l'aérodrome de Lydda (48 mystères IV). Contrairement à ce que l'on s'imagine en Europe, le désert du Sinaï n'est pas un désert de sable comme l'est en majeure partie le Sahara, c'est un ensemble de plateaux rocaillieux et de montagnes, qui est franchissable par un certain nombre relativement réduit d'axes. Cette configuration du terrain explique pourquoi les blindés même lourds sont employés en masse dans les conflits du Sinaï. Mais l'avance des colonnes blindées au travers de ces quelques axes nécessite une couverture aérienne. C'est pourquoi Israël attaqua les bases aériennes d'abord en Egypte, dont l'aviation était la plus efficace, détruisant au sol la plupart des avions arabes. Il se pose évidemment la question de la tactique employée par l'aviation israélienne pour tromper les défenses radars des arabes et de multiples hypothèses ont été avancées, dont le vol en rase-mottes pour échapper aux radars, ou le détour par la Méditerranée pour contourner les défenses radars ; mais la clef du mystère (si mystère il y a) réside peut-être dans l'attaque par la marine israélienne du bateau américain Liberty qui croisait dans les parages et dont les radars auraient enregistré le dispositif que les Israéliens ne tiennent pas à voir divulguer.

Le premier but des Israéliens était donc d'anéantir l'aviation égyptienne pour permettre l'attaque des blindés israéliens contre les divisions blindées égyptiennes massées dans le Sinaï. Mais les Israéliens avant les blindés égyptiens attaquèrent la bande de Gaza où se trouvaient concentrés les 12.000 soldats de l'armée de Libération de la Palestine d'Ahmed Choukhreiry, qui bien entraînés et fanatiquement endoctrinés constituaient une force très agissante contre Israël. Les Israéliens reconnurent ensuite que ces derniers se « battèrent fanatiquement » et ils durent employer des blindés pour en venir à merci, ainsi que des attaques au napalm. Cependant qu'à Gaza les combats faisaient rage, l'aviation israélienne, maîtresse du ciel, appuyait l'attaque de trois divisions blindées israéliennes contre les concentrations de chars égyptiens, qui malgré l'étirement des voies de communication avec leurs bases avaient organisé un remarquable système de ravitaillement. La tactique israélienne a été de clouer au sol par l'aviation des forces blindées, tandis que ses propres blindés attaquaient, supérieurs en nombre, d'autres concentrations de chars arabes ; plusieurs fois la même scène se passa, 3 divisions israéliennes attaquaient 2 divisions égyptiennes qui ne pouvaient bénéficier de l'aide des autres divisions égyptiennes, gênées par l'aviation juive. Grâce à cette tactique, le 5 au soir, après des combats d'une violence inouïe, les Israéliens atteignaient Rafah et El Arish. Les Israéliens essayaient, en atteignant Abou Aguila, de rompre le contact entre les 2 groupes d'armées égyptiens étirés le long de la frontière de Neguev. Mais la bataille n'est pas gagnée pour autant par les Israéliens car la 6^e division égyptienne se trouve au nœud de communications de Nakhl. Le 7, d'importantes forces israéliennes, soutenues par l'aviation, attaquent et après de violents combats parviennent à occuper la localité. Gaza pris les blindés israéliens qui avaient d'abord dû prendre Khan

Yunis, se dirigent vers Rafah où ils sont assez longuement stoppés par des unités égyptiennes et palestiniennes. Il est à noter que dans toutes leurs déclarations les militaires israéliens reconnaîtront que les troupes palestiniennes se battaient avec courage. Cependant une violente bataille opposait les parachutistes israéliens largués au col de Mitla aux défenseurs égyptiens du col, seul point de passage possible pour les blindés israéliens en direction de Suez et de son canal. La bataille qui opposa Israéliens et Egyptiens fut donc essentiellement une bataille de blindés, du côté égyptien ; tandis que les Israéliens s'appuyaient sur une aviation et des parachutistes. Les Israéliens attaquaient suivant 4 axes : d'abord Gaza-Rafah, El Arish-Mazar puis Bir el Romani, où ce groupe faisait sa jonction avec le groupe venant de Nitzana-Abir, Aguila-Jebel, Libni-Bir Gifgafa, le 3^e groupe venant de Kosseimer et Bir Hasana rejoignait le 4^e groupe venant de Kuntilla et Thamod à Nakhl, pour se diriger vers le col de Mitla. Le poste de Charm el Cheikh commandant avec sa batterie le passage du détroit de Tuan est pris entre temps sans combat car sur terre, la position est indéfendable et en même temps que plusieurs vedettes arrivent par mer d'Eilat, les Israéliens larguent d'importants contingents de parachutistes. Grâce à sa tactique conçue et peut-être à l'aide d'avions anglais et Américains, selon Mural Galeb, ambassadeur de la R.A.U. à Moscou, les troupes d'Israël parviennent le long du canal de Suez à Ismaïlia et se déploient le long du golfe, tandis que dans le Sinaï d'importants groupes d'Egyptiens oubliés dans une avance trop rapide, continuent de se battre et ne cesseront qu'entièrement encerclés et coupés de leurs bases.

Israël avait dans son offensive contre l'Egypte lancé d'importantes forces qui cependant ne constituaient pas la totalité de son potentiel militaire. Sur les autres fronts la situation n'était pas la même. Les Israéliens avaient

quelques instants après l'attaque des aéroports égyptiens, attaqués ceux de la Syrie et de la Jordanie, mais averties les aviations de ces deux pays ne se laissèrent pas clouer au sol et livrèrent des combats aériens d'où les Israéliens ne sortirent pas toujours vainqueurs ; avec des pertes sensibles les Israéliens parvenaient à neutraliser les aviations syriennes et jordaniennes (ceux-ci ne disposant malheureusement que d'avions inférieurs aux Mirage), il est à noter cependant que les meilleurs aviateurs syriens étaient encore en prison quelques jours avant le conflit en raison d'opposition antérieure au régime et ne se trouvaient pas de ce fait dans le meilleur état pour combattre. Lors du combat aérien au moment de la tension israélo-syrienne, les 6 Mig abattus par les juifs étaient pilotés par des aspirants aviateurs et non-armés, l'aviation étant estimée hostile au B.A.A.S. au pouvoir à Damas.

Encore une fois maître du ciel, Israël, alors que son aviation devait retourner jouer le rôle décisif dans le ciel du Sinaï, connut sur terre une situation différente. Bien que les 2 divisions irakiennes prévues pour renforcer le dispositif jordanien et les troupes saoudites étaient annoncées mais n'étaient pas présentes, seule une brigade irakienne parvint à temps, la légion arabe de Hussein attaqua les positions fortifiées d'Israël. Sous le bombardement de l'artillerie jordanienne plusieurs, dont des bases aériennes, sont bientôt en feu, les Jordaniens parviennent même à avancer en territoire israélien, et s'emparent de plusieurs points stratégiques. Mais le 5 dans la nuit, ayant assuré, en faisant la plus grande partie du travail, la supériorité de ses blindés, l'aviation d'Israël se retourne vers la Jordanie et pilonne toutes les positions prises par les Jordaniens ; la réserve prévue pour le front égyptien libérée remonte vers la Jordanie et les 10 brigades israéliennes aidées par l'aviation attaquent les 9 brigades mises en place par la Jordanie, les

combats furent très violents car la Légion arabe omniprésente est composée de combattants de valeur surentraînés. Le 6 Jenin est pris et Jérusalem est encerclée, dans Jérusalem, Israël ne pouvait vis-à-vis de l'opinion mondiale employer son aviation, c'est pourquoi réduite à son infanterie l'armée israélienne allait connaître dans les dédales de ruelles et de terrasses qui composent la vieille ville, ses instants les plus durs. Les combats furent partout d'une violence inouïe car du côté jordanien, les combattants étaient composés de l'élite de l'excellente Légion arabe, renforcée de membres de la garde royale, essentiellement recrutés parmi les plus redoutables des bédouins du désert, du côté Israélien, on avait engagé plusieurs commandos d'hommes spécialement entraînés pour ce genre de combat et qui, d'après les communiqués de presse de l'armée israélienne, « se reconnaîtront les yeux fermés dans le dédale de la vieille ville », phrase malheureuse qui démontre bien les préparatifs militaires faits depuis une longue date en vue de conquérir Jérusalem. Selon les communiqués des deux camps les combats se déroulent partout à la mitraille et au poignard. L'avance des Israéliens est partout stoppée par des tirs de snipers qu'il est impossible de repérer dans le dédale de la vieille ville, c'est ce qui explique que longtemps après la fin des combats des groupes isolés de soldats de la Légion arabe continueront à tirer sur les patrouilles. Malgré la difficulté que présente la progression, les Israéliens avancent lentement au prix de pertes élevées, tandis que des groupes blindés font le tour par Siloam et Kidron pour couper les arrières des combattants arabes. La résistance arabe sera la plus violente à Jérusalem que partout ailleurs sur le front. Et les Jordaniens se battent seuls tandis que les divisions irakiennes annoncées mais toujours invisibles sont en position beaucoup trop loin et ne s'approchent pas, seuls quelques Mig irakiens

livreront combat dans le ciel. Il semble encore une fois que l'unification du commandement arabe ait été déficiente, malgré le passage des troupes jordaniennes sous le commandement d'un général égyptien. Tandis qu'à Jérusalem, la bataille faisait rage, les blindés israéliens attaquaient les positions arabes de Toubas et Naplouse, où aviation et mortiers pouvaient servir. Assez rapidement ces deux villes tomberont sous la pression des blindés. Au début des combats pour Jérusalem le Mont Scopus, enclave israélienne où est située l'université hébraïque est prise rapidement par les Jordaniens, mais l'aviation israélienne procède à un tel bombardement que plus tard l'infanterie israélienne reprendra la position sans avoir tiré un seul coup de fusil ! Le mouvement de tenaille des blindés d'Israël se referme sur Jérusalem en emportant Jéricho et Bethléem, Jérusalem est alors coupée de ses arrières par le Jourdain et, malgré la résistance fanatique de la Légion arabe, Jérusalem tombe aux mains des Israéliens pour immédiatement voir un cortège de juifs barbus venir prier au pied du mur.

Sur le front de Syrie, le même scénario se reproduira, mais il faut avant se faire une idée exacte du terrain, la frontière syro-israélienne est formée d'une suite de plateaux, appuyés sur des falaises et suivis d'une suite de collines, le tout surplombant une large plaine. La plaine appartient aux Israéliens, les plateaux et les collines sont en Syrie. Dès le début des hostilités, les positions d'artillerie des Syriens habilement camouflées et ayant de ce fait échappé à l'aviation israélienne, ouvrent le feu sur les kibboutzim en contre-bas qui en flammes doivent être rapidement abandonnés. Il faut comprendre que la Syrie est aux yeux d'Israël, le principal responsable de l'état de guerre et apparaît comme l'ennemi le plus décidé et le plus irréductible. C'est la raison de l'existence d'une ligne de kibboutzim fortifiés érigée par les Israéliens qui redoutent les Syriens. Les Syriens lancent le 5 deux offen-

sives
expl
la S
tran
les
d'éli
2 br
au M
résis
Le 1
et Q
ce s
résis
rien
l'avi
gani
ce
C'es
con
M
nue
syri
sior
que
sec
le
gad
dir
tiqu
s'ac
ton

sives terrestres et bombardent la ville de Tibériade. Ceci explique pourquoi, malgré le cessez-le-feu, Israël attaque la Syrie, mais les Syriens avaient déployé 5 brigades retranchées derrière les fortifications des plateaux et dans les casemates des collines (en particulier les brigades d'élite 10 et 50, venues de Damas) le tout consolidé par 2 brigades blindées intactes. Le 9 les Israéliens attaquent au Nord du lac de Tibériade mais rencontrent une vive résistance et n'ont que des gains de terrain très réduits. Le 10, 2 brigades blindées israéliennes attaquent Massada et Qanet et les prennent après des pertes sévères, l'avance se poursuit en direction de Kerneitra, freinée par la résistance opiniâtre des éléments repliés de l'armée syrienne, tandis qu'une fois de plus maîtresse du ciel, l'aviation d'Israël joue un rôle décisif. Une certaine désorganisation du Q.G. syrien devient visible et celui-ci annonce la perte de la ville de Kuneitra, qui tient toujours. C'est lors de l'attaque de la Syrie que l'armée israélienne connaîtra ses pertes les plus élevées.

Malgré des rappels à l'ordre de l'O.N.U., Israël continue son offensive. Son but est avoué : détruire l'armée syrienne et renverser le régime damascène. Mais la pression internationale le forcera à s'arrêter. La très énergique résistance des forces armées syriennes bloquait dans le secteur de Kuneitra la ruée des blindés israéliens bien que le général Rabin ait fait « roquer » de nombreuses brigades du front jordanien et même du Sinaï, pour les diriger vers le Nord. La campagne en Syrie, victoire tactique des Israéliens, grâce à l'action de leur aviation, s'achevait en demi-échec stratégique, Damas, n'étant pas tombé, et le B.A.A.S. y restant au pouvoir.

Les causes militaires de la victoire israélienne

L'atout majeur de Tsahal (l'armée juive) résidait dans une parfaite intégration des forces armées et une coordination remarquable de l'ensemble char-avion, le couplage même qui avait assuré les remarquables succès de la Blitzkrieg hitlérienne. Cette intégration était à peu près inexistante dans les armées arabes, absolument inadaptées à une guerre moderne. La comparaison de l'armée juive et de ses trois principaux adversaires est instructive à cet égard.

L'armée juive.

Forte d'une vingtaine de brigades (dont six blindées), l'armée juive disposait d'un appui aérien, d'un niveau excellent, axé autour du chasseur français Mirage III-C, particulièrement rapide et bien armé. La trahison d'un transfuge irakien, organisée par le Shin Beth (S.R. juif) avait donné aux Israéliens un Mig 21, avion le plus moderne de la coalition arabe, et ils avaient pu, grâce à cette prise, bâtir une tactique de combat aérien. Un facteur extrêmement important résidait dans l'excellence du dit Shin Beth, ce qui n'a rien pour étonner, quand on connaît la force et la cohésion d'un élément juif, dispersé dans le Monde entier, et qu'une grande proportion de membres des S.R. des Grandes Puissances est d'origine juive. Il est infiniment probable que les espions juifs

ont, à la circonstance, été aidés par la solidarité raciale, qui agissait auparavant en faveur de Moscou (les espions qui donnèrent aux Russes les secrets de la Bombe A étaient tous juifs).

L'étroitesse du territoire israélien, si elle était un handicap grave dans le cas d'une défense, était fort bien adaptée à une agression. Le commandement israélien pouvait, en effet, faire « roquer » sans difficulté ses réserves d'un front à l'autre, ce qui était à peu près impossible au G.Q.G. arabe.

Comme l'a dit Foch « Depuis que je sais ce qu'est une coalition, j'ai moins d'admiration pour Napoléon », un autre facteur d'efficacité pour Israël était qu'il faisait face à une coalition assez hétérogène, à qui il n'allait pas donner le temps matériel de parvenir à une certaine intégration militaire. Comme on allait le voir, au cours du conflit, les juifs disposaient d'un matériel beaucoup plus important que celui annoncé par les experts. Grâce à ses ressources en dollars, Tel-Aviv avait pu, ces derniers mois, multiplier ses achats d'armes, *ce qui prouve la préméditation de l'agression.*

La légère infériorité au blindés (Shermans trop légers, et Pattons trop vieux) d'Israël était largement compensé par une très riche dotation en fusées anti-chars SS 11, montées sur voitures rapides. En outre, les Israéliens avaient doté leurs troupes motorisées de nombreux canons auto-propulsés et d'une solide défense antichar de type classique.

Sur-entraînée et solidement équipée, l'armée juive avait une logistique infiniment plus souple et plus adaptée que celle des pays arabes.

Les plans militaires du général Itshak Rabin, repris de ceux des généraux Dayan et Alon, étaient fondés sur une tactique de Mot-Pulk (coups de poing blindé) combinée à des « straffings » des aérodromes adverses, ceci, sans déclaration de guerre. Les unités blindées et moto-

risées devaient foncer sans se soucier de leur ravitaillement et de leurs arrières, tandis que les avions parachuteraient du matériel et « casseraient » l'adversaire.

L'armée égyptienne.

Numériquement assez forte (200.000 en Egypte, 55.000 au Yémen), l'armée égyptienne disposait d'un armement moderne mais souffrait de tares très graves. Elle ne comportait aucun grand état-major digne de ce nom; les nécessités de la politique l'enfournaient dans le piège du Sinaï. Les Conseillers russes avaient fait instaurer une stratégie purement défensive, qui allait s'avérer une tragique erreur. Les troupes égyptiennes avaient organisé trois lignes de défense, avec une série de points forts, pourvus de blindés. Une telle tactique entraînait une dispersion des chars, seul vrai atout des Egyptiens (en gros, la même erreur que les Français en mai 40, et les Russes en juin 41)... L'aviation n'avait pratiqué que peu d'exercices d'attaques au sol, en liaison avec les chars et l'infanterie. La logistique était déplorable, et les lignes de communication désespérément lentes. Le Mig 21 était un bon chasseur, mais surclassé sur tous les plans par le Mirage III. Les chars (JS III, T 54, T 72, PT 76) étaient du bon matériel, mais la tactique était mal conçue, les communications formaient le point faible des troupes blindées.

Du fait de son retard technologique et financier sur Israël, l'Egypte ne pouvait disposer d'une armée véritablement moderne. Elle allait en faire de nouveau la triste expérience au matin du 5 juin.

L'armée jordanienne.

Petite armée (50.000 dont 15.000, environ, pour la Légion arabe, épine dorsale des forces jordanienes),

mais solide et courageuse, l'armée jordanienne était incapable de mener une action offensive, faute de matériel moderne. Manquant de chars et d'avions susceptibles de faire face à leurs homologues juifs, les Jordaniens ne pouvaient que se faire tuer avec bravoure, sur leurs positions fortifiées sans lancer d'offensives ou de contre-offensives, dangereuses pour les Israéliens. Ce manque d'armement adéquat était d'autant plus grave pour les Arabes, que les Jordaniens étaient, par la situation du pays et leurs qualités militaires, les seuls capables de menacer sérieusement l'état juif.

L'armée syrienne.

Cette armée, quoique composée de soldats courageux et bien équipés (sur le modèle de l'armée de la R.A.U.), paraissait, et de loin, la plus faible des armées arabes. Ses cadres avaient littéralement été décimés par les constantes épurations politiques qui y avaient séviés depuis des années. Près de 7.000 officiers (80 % du corps des officiers) ont été éliminés depuis le 28 septembre 1961 (séparation de la Syrie et de l'Égypte) et surtout depuis le 8 février 1963 (Putsch victorieux du Parti Ifriquayets Al'Baas Al'Arabi : Parti Socialiste de la Résurrection arabe). Deux des généraux les plus énergiques de l'armée étaient alors en prison : Ancine El Hafez (ex-chef du gouvernement) et Omrane (ex-ministre de l'intérieur). Au point de vue géographique, la frontière israélo-syrienne, si elle est favorable défensivement pour les Syriens, leur interdit une action offensive réelle, le territoire juif y étant truffé de marécage, et très difficile pour les chars. La seule utilisation rationnelle des forces syriennes aurait été leur envoi en Jordanie, ce qui fut rendu impossible par le refus de Damas d'entériner le fameux accord Hussein-Nasser.

Les autres forces arabes ne pesèrent d'aucun poids

dans la bataille, si l'on met à part quelques Mig algériens détruits à El Arish et une brigade irakienne qui se fit écraser à Naplouse.

L'aviation, atout décisif.

On a pu dire que Israël était vainqueur tôt dans la matinée du 5 juin 1967, après la destruction au sol d'une grande partie des aviations arabes, et spécialement de l'aviation égyptienne. L'explication la plus rationnelle du piège où sont tombés les Egyptiens, l'écrasant succès aérien des sionistes est la suivante : les Israéliens auraient tendu un piège astucieux, d'où à l'aube, des avions juifs attaquèrent les points fortifiés du Sinaï et l'aérodrome d'El-Arish, tandis que des blindés lançaient des pointes offensives. L'alerte aérienne fut alors lancée sur les aérodromes égyptiens, mais au lieu de lancer leurs bombardiers TU 16 et IL 28 à l'assaut d'Israël, les Egyptiens les retiennent, car ils n'ont pas assez de chasseurs Mig 21 pour les protéger (sans cette couverture, les TU 16 et IL 28 se feraient massacrer par les Mirage, trois fois plus rapides). Les Egyptiens font patrouiller leurs Mig au-dessus de leurs aérodromes, croyant à une attaque éclair. Rien ne se produit, et vers 8 h. 50, les avions égyptiens, à court de carburant, atterrissent. A 9 h., surgis d'au ras de la mer, les avions juifs écrasent au sol les forces aériennes de la R.A.U., guidés, probablement, par le navire US « Liberty ». Une autre interprétation du torpillage du « Liberty » consisterait dans une manœuvre, de techniciens radaristes, du côté arabe, abusant par des « leurs radars », les juifs qui attaquèrent alors le « Liberty ».

Ces destructions une fois accomplies, l'aviation du général Merdecai Hod disposait d'une supériorité absolue. Alors se renouvela mutatis mutandis la retraite de Rommel, après El Alamein. Straffées sans merci, les

colonne égyptiennes dans le Sinaï ne purent que s'incliner devant le rush des blindés juifs. Quant aux Jordaniens et aux Syriens, ils allaient endurer d'épouvantables bombardements au napalm, qui allaient écraser leurs lignes fortifiées, sur lesquelles venaient buter infructueusement les assauts israéliens. Comme dans toute guerre moderne, qui a la supériorité aérienne est assuré de la victoire, et ce ne sont pas les Waffen SS de Normandie et des Ardennes qui le démentiront. Le G.Q.G. arabe se retrouva frappé de stupeur devant ce désastre et abdiqua pratiquement toute responsabilité dans la poursuite des opérations. Cependant, retrouvant les qualités de leur race, les Palestiniens de l'O.L.P., certaines troupes égyptiennes, les brigades 10 et 50 syriennes, la totalité des forces jordaniennes se faisaient héroïquement tuer derrière leurs retranchements, face à un ennemi mieux équipé et supérieurement soutenu par l'aviation. Dans le Sinaï, où il était impossible de s'accrocher au terrain, seule une prompte retraite pouvait sauver les forces de la R.A.U. L'ordre ne fut jamais donné et ces forces furent achevées par le napalm dans la Passe de Mitla. Lorsque les combats cessèrent, l'armée de la R.A.U. avait perdu 5 de ses 7 divisions, l'armée du roi Hussein était écrasée, l'armée syrienne était amputée des 2/3 de son potentiel. Quant à l'armée juive, elle avait subi de fortes épreuves, mais sa supériorité était devenue écrasante.

L'opinion française et le conflit

— Nous avons pu assister, à propos du conflit judéo-arabe, à une sensationnelle prise en main de la population française par des techniciens de classe. Il est vrai qu'il s'agissait de l'équipe de M. Bongrand, de « Services et Méthodes », inventeur du mythe James Bond, fabricant de Lecanuet et de la majorité gaulliste de mars 1967. Dès l'évacuation des Casques Bleus de l'O.N.U. de Charmel-Cheik et de Gaza, M. Bongrand, en accord avec Walter Eytan, ambassadeur d'Israël à Paris et avec le baron de Rotschild, président du Fond Social juif, a lancé une intense campagne en faveur d'Israël. Les premiers fonds nécessaires ont été fournis à parts égales par l'ambassade israélienne et par la Banque Rotschild. Toute une campagne de Public Relations a été mise sur pied, en s'appuyant sur le formidable Lobby Sioniste existant en France.

Au point de vue psychologique, l'orientation de la campagne a été axée sur deux thèmes adaptés à un public propre :

— Rappel des « Six millions de morts », équation Nasser = Hitler, « non au nazisme arabe », le petit état démocratique israélien contre les grands états fascistes arabes : voilà quels ont été les slogans destinés aux milieux de gauche et d'extrême-gauche.

— Rappel de l'Algérie française, équation Nasser = Moscou, les juifs travailleurs et soldats contre la racaille arabe, la joie de refaire un nouveau Suez : tels furent les slogans destinés à la droite et à l'extrême-droite.

Cet appel à la mobilisation de la partie non-juive de l'opinion se doublait d'une intense propagande auprès de l'importante minorité juive installée en France. Cette masse de manœuvre, toute disponible, allait permettre à « Services et Méthodes » de lancer des opérations de propagande extrêmement rentables :

— Manifestations de rue, orchestrées par toutes les radios (par exemple, Radio-Luxembourg et Europe 1, répétant l'annonce et le lieu des manifestations à chacun de leurs flashes d'information, rendant ainsi superfétatoire toute diffusion de type classique : tracts, affiches). Ces mouvements de foule jouissaient (en particulier celui du 31 mai) de la présence effective de notabilités, savamment choisies pour paraître représentative du peuple français (le colonel Thomazo et le barbouze Sanguinetti, le député Lafay et le « Vietcong d'Honneur » Laurent-Schwartz, des députés U.N.R. aussi bien que F.G.D.S.). S'y ajoutaient de nombreuses vedettes, dont les origines ethniques propres (Michel Simon, Richard Anthony, Enrico Macias, etc.) ou celles de leurs parents et alliés (Sylvie Vartan, juive bulgare, dans le cas de Johnny Halliday) expliquaient clairement la présence en ces lieux.

Un échec patent dans ces manifestations : l'immense majorité des participants étaient juifs, 98 à 99 % dans la plus grande partie des cas.

En outre, les chants hébreux, les slogans comme « la France avec Nous » (les manifestants ne se sentant donc pas français), « Israël ma vraie patrie » représentaient des erreurs graves dans le planing de la campagne en faveur d'Israël.

Certains débordements verbaux agaçant les Français, les organisateurs juifs durent intervenir à plusieurs repri-

ses pour remettre de l'ordre. L'encadrement des manifestants était extrêmement efficace ; il se composait de deux groupes distincts :

— Une équipe recrutée dans le « Milieu juif » (Pied-Noir en particulier) de Paris et « orchestrée » efficacement par Libine et Moskovitch (gaullistes dissidents), orfèvres en la matière.

— Des jeunes, provenant du groupe Betar, formation de jeunesse de type para-militaire créé dans les années trente en liaison avec l'Irgun Tzvei Leumi, et dont le chef réel reste, de par le monde, Monachem Begin, responsable suprême du Hérouth.

Chaque fois qu'une manifestation risquait de dégénérer en heurts avec des arabes, le service d'ordre juif canalisait la foule. De même, il calmait sèchement les jeunes excités qui braillaient un peu trop fort (dans de luxueuses voitures de sport) : « Israël vaincra ! »

— Les quêtes permirent d'accumuler des moyens énormes. Une seule quête, rue de Cléry, rapporta, parmi les tailleurs et fourreurs juifs, la somme de 1 million de NF en trois heures. Une autre quête, rue de Turenne, dans le même laps de temps, fournissait 700.000 NF. On peut chiffrer à près de 30 millions de NF, au moins, les sommes recueillies à ce jour. Une partie de la somme a bien été envoyée en Israël mais une autre partie a servi à rémunérer certains dévouements, qui, pour être restés dans l'ombre, n'en ont pas moins servi très utilement la cause israélienne.

— Une intense campagne de lettres aux journaux et aux radios, une présentation habile de partisans d'Israël à Europe-Midi, des flots de coups de téléphone « orientés » à Europe Soir et à Radio-Luxembourg, ont contribué à appuyer l'action interne des milieux sionistes déjà en place dans ces organismes. Le résultat de ces actions a été assez visible :

— L'immense majorité de la presse quotidienne s'est

rangée fanatiquement dans le camp israélien, ne reculant devant aucun trucage dans sa guerre psychologique contre les arabes. Le bourrage de crânes style 1914 a fleuri, au bénéfice de Tel-Aviv. France-Soir et l'Aurore se sont disputés l'honneur de s'appeler Khol-Israël (la Voix d'Israël), titrant sur « l'agression Egyptienne », alors que tous les milieux informés, étaient au courant de l'identité réelle de l'agresseur. Paris-Jour, le Parisien Libéré et Paris-Presse ont été à peu près aussi frénétiques. Une mention spéciale pour Combat, qui a parfois réussi à dépasser l'Aurore dans l'outrance de ses positions pro-israéliennes.

Un échec grave pour le lobby juif : les deux seuls journaux tant soit peu sérieux de la presse quotidienne : Le Monde et le Figaro sont restés neutres. Le Monde a même montré une discrète opposition à l'hystérie belliciste juive qui emplissait les colonnes de ses concurrents. L'Humanité est restée assez pro-arabe malgré de nombreuses lettres de lecteurs juifs. La presse hebdomadaire a suivi à peu près les mêmes chemins : le Nouveau Candide et l'Express ont milité à fond pour Israël. Le Nouvel Observateur a été déchiré entre son amour de Moscou et l'origine raciale de ses rédacteurs. Témoignage Chrétien a subi des offres semblables. Les deux journaux de la Droite Nationale, Rivarol et Minute ont adopté des positions divergentes : alors que Minute adoptait, en gros, la thèse israélienne, Rivarol laissait la parole aux tenants de deux thèses en présence.

— Les radios se sont partagées : Radio-Luxembourg s'est rangée inconditionnellement aux côtés de Tel-Aviv. Europe n° 1 a gardé son faux air habituel d'objectivité. Radio et Télévision d'état sont apparues relativement neutres, malgré les préférences intimes, mal cachées et toujours orientées dans le même sens, des journalistes de l'O.R.T.F.

— L'action de « Services et Méthodes » sur les Partis

Politiques a été aussi réussie que celle sur l'opinion en général.

Le Parti communiste qui avait pris position en faveur des thèses arabes, a dû reculer devant le lâchage de ses « Fellow Travellers » et des cris de rage de ses intellectuels juifs. L'embarras de l'Humanité était visible, à ce propos.

— Le P.S.U., débordé par ses étudiants pro-arabes, a sèchement rétabli l'équilibre, un équilibre penchant plutôt vers Israël.

— La F.G.D.S. et les P.D.M. se sont rangés à fond du côté juif, rejoints par de nombreux députés U.N.R. et R.I. Un vent de fronde a soufflé du côté gaulliste à ce propos. Monsieur Neuwirth s'est senti plus juif que gaulliste et M. Chalandon plus banquier qu'U.N.R.

— Une large fraction de la « Droite Nationale », toujours en quête d'un cheval de bataille et d'un impossible dédouanement du côté des juifs, s'est rallié à cette tendance, d'Aspects de la France à l'Alliance Républicaine.

— Les gaullistes sont restés, en grande partie, fidèle à la politique de l'Elysée, ainsi qu'une fraction des R.I. (mais Giscard a signé l'appel en faveur d'Israël, autre initiative habile de M. Bongrand).

— Les pro-chinois et les trotskystes ont pris position à fond en faveur des Arabes, tandis que dans le camp nationaliste, le R.E.L. et le Mouvement Occident affichaient une neutralité plutôt hostile à Israël et que la Fédération d'Action Nationale et Européenne soutenait la cause arabe.

Une enquête de l'I.F.O.P. a montré que si 14 % des Français étaient en faveur d'une intervention pro-israélienne, 59 % étaient d'accord avec la politique de neutralité prônée par le général de Gaulle.

Les divisions existantes dans l'opinion publique se sont répercutées au niveau gouvernemental. Le clan israélien (formé surtout des ministres juifs) comprenant Frey,

Schumann, Debré s'est heurté au clan arabe (Gorse, Couve de Murville), Pompidou s'efforçant à un difficile arbitrage.

Si la campagne menée par M. Bongrand a montré la puissance des juifs en France, elle a réveillé chez beaucoup de Français un anti-sémitisme latent. Les juifs ont tort de montrer trop ostensiblement leur puissance et de prouver que leur puissance belliciste en 1939 était aussi forte que de nos jours. La comparaison des journaux de l'époque avec les France-Soir et l'Aurore de 1967 ne laisse place à aucun doute. Il est bien possible que les mêmes causes finissent par produire les mêmes effets.

On a pu noter l'incapacité grave de la propagande arabe à contrer la propagande juive. Tout ceci explique bien l'impact très fort des sionistes sur l'opinion publique de notre pays.

Le Moyen-Orient à l'heure du pétrole

Nos lecteurs n'ont pas été surpris des événements du Moyen-Orient. A différentes reprises, depuis quelques années, nous leur avons expliqué la lente mise au point d'un appareil guerrier dont le sionisme ne serait que le prétexte apparent d'un affrontement soviéto-anglo-saxon pour la maîtrise des pétroles arabes indispensables à une Europe surmotorisée. Nous fûmes les seuls à prévenir contre ce prélude à la troisième guerre mondiale. Malheureusement, de même que les politiciens, journalistes et commentateurs ne « découvrirent » les problèmes algériens qu'avec la guerre d'Algérie en 1954, les mêmes n'eurent la révélation de la profondeur de la position moyenne-orientale qu'en juin 1967. Et nous assistâmes à un déferlement de blablateurs, de gens qui, croyant avoir quelque chose de décent à dire, émirent des contresens et souvent des contre-vérités avec une parfaite méconnaissance des lieux, des acteurs et des réalités économiques. Il s'agissait de façonner l'opinion en faveur d'une thèse plus que pour l'autre ; on entendit même un nommé David Rousset parler de laïcisation de ces pays passionnément religieux !...

Nous ne croyons pas au droit primant la force. Cela n'empêche pas la relation des causes réelles ; le pragmatisme ne s'identifie pas toujours à la morale. Néanmoins,

pour faire pression sur une opinion, laquelle, pensait-on, pèserait sur des décisions gouvernementales, l'artillerie a donné et, bien que ce ne soit pas notre propos, beaucoup de personnes comprirent enfin ce que signifiait la colonisation des presses — écrites ou parlées — par les éléments d'une confession déterminée. Les pro-arabes des affaires algérienne, marocaine et tunisienne, se révélèrent de violents antiarabes parce que le sionisme était en jeu. Des organes de presse — tous dépendent de la publicité à 50 et 60 % — suivirent le mouvement pour des raisons alimentaires ou par une sorte de lâcheté intellectuelle dans la crainte de se trouver dans « le camp antidreyfusard » comme l'évoqua l'un d'eux. Les manifestations pro-F.L.N. donc pro-arabes avec pétitions, se transformèrent en manifestations pro-israéliennes et antiarabes. Ainsi se démontre l'intérêt, dans un pays, de rassembler certains leviers de commande et la haute finance. Il y a là un scandale moral sur lequel il faudra bien s'étendre un jour en posant sérieusement le problème des nationalismes, du « patriotisme » et du racisme en face du facteur confessionnel ; cette équivoque vise l'Europe autant que les Etats-Unis et fait resurgir des problèmes si l'on se réfère au « sondage » pratiqué au début de 1967 sur le « racisme » dans notre pays, sondage effectué par une firme israélite et dont l'O.R.T.F. se fit largement le diffuseur. Précisons que, personnellement, nous n'avons aucun complexe parce que, au-dessus des slogans et des propagandistes, nous avons une connaissance assez profonde des acteurs, chez eux, des lieux, de leur métaphysique de leur histoire et de leur comportement.

Que M. Guy de Rothschild, sa famille et ses amis, prennent l'initiative de réunir un certain nombre de milliards pour une œuvre en faveur de leurs *coreligionnaires* d'Israël ; c'est un sentiment religieux qui les honore ; a-t-on le souvenir d'une souscription des mêmes pour

leurs *compatriotes* rapatriés d'Algérie dont le nombre atteint presque la moitié de la population d'Israël? La question intérieure est là et pas ailleurs. Le 12 juin 1967, l'O.R.T.F. a diffusé un appel de M. Edmond de Rothschild en faveur des Israéliens. Sur quelle suggestion — ou pression — les grands quotidiens de Paris et de province publièrent-ils des pages entières pour des pétitions de soutien en Israël? M. Edouard Sablier (Alias Schamasch), chef de service politique à l'O.R.T.F. a animé plusieurs séquences sur les événements du Moyen-Orient. Celle du 9 juin, à la télévision, si elle ne déforme pas les faits pêche par des omission importantes qui ne permettent pas une optique impartiale. D'ailleurs, dans toute cette propagande, les silences trop nombreux servent unilatéralement une cause. Beaucoup d'opinions furent citées sauf celle de M. François Mauriac, de l'Académie française, figurant dans la liste de patronage du soutien à Israël : « *Que j'aime les mystiques juifs, ces témoins du premier amour! Peut-être en existe-t-il encore, mais non parmi l'Israël auquel nous avons affaire et dont le génie est tout tourné à la conquête et à la domination* » (*Figaro Littéraire* du 8 juin 1963).

Les parleurs israélites de la radio et de la télévision (et il y en a!) (1) ne pouvaient être que favorables à certaines informations malgré un masque d'objectivité; c'est normal... bien qu'il y ait, *en France*, 510.000 juifs contre plus de 750.000 musulmans. Les autorités françaises eussent-elles autorisé des manifestations publiques de musulmans pro-nassériens au même titre que les autres? Les journaux eussent-ils publié — gratuite-

(1) Le 11 juin 1967 (23 h. 45) à la présentation de *l'Anthologie des poètes*, de M. Pierre de Boisdeffre, le speaker (israélite semble-t-il) crut devoir spécifier que Robert Brasillach, qui figure dans le livre, avait été collaborateur et fusillé comme tel. Personne ne songe à le nier, mais c'est indicateur d'un certain état d'esprit.

ment — des appels moraux et matériels en faveur des Arabes dont les bras des travailleurs sont reconnus indispensables à l'économie française ? Nous avons le droit de parler de colonisation efficace de l'argent en nous référant directement au leader juif sioniste, le président Ben Gourion : « ...Tous les goïms (non juifs) qui s'inquiètent de voir les juifs prendre trop d'influence dans leur pays ne sont pas forcément antisémistes. J'essaie de me mettre à leur place... » (*l'Arche*, organe du « Fonds social juif unifié » n° 79/80-1963). Il y a des gens de bon sens partout qui pratiquent la *self-défense*. Mais ces influences se prolongent trop à l'insu des spectateurs. Lors d'un triplex télévisé (Paris, New-York, Bruxelles) il y avait un israélite à chaque départ d'émetteur ; la « vérité » était ainsi cernée. M. Jean Lecanuet a pris une position pro-israélienne non équivoque ; sait-on que sa femme est juive et ne cache pas publiquement son origine ? La position de M. Jean Nocher (alias Gaston Charron), de M. Edgar Faure, etc... est la même ; elle n'incline pas à la neutralité, chacun y met sa nuance ou sa subtilité ; encore une fois cela est humain mais non objectif. Que penser d'un proche parent des Servan-Schreiber, israélites (dont la part fut immense, avec *l'Express*, dans l'action psychologique en faveur des rebelles algériens et marocains) partant par avion pour Israël en guerre ? Il y en a d'autres ! Pourquoi le patriotisme des juifs — qui fut irréprochable chez les juifs algériens — s'exerce-t-il pour Israël et fut-il absent d'une cause française ? Car, et nous le démontrâmes dans un livre récent (2), sans l'adjonction de l'Algérie au plan islamique soviéto-arabe, le président Nasser eût été moins confiant dans la force offensive du monde arabe. *Il faut se persuader que, sans les abandons français en Afrique du Nord, il n'y aurait pas de guerre*

(2) Cf. *L'Aventure Algérienne continue* (Les Sept Couleurs).

au Proche et au Moyen-Orient. Alors, dans cette aventure dont les suites seront tragiques, nous pensons que les Français n'ont pas à se déterminer dans un conflit magnifié par ceux qui, par manque de jugement, intervinrent, directement ou indirectement, pour affirmer, entre 1954 et 1962, la puissance arabe. Notre pacifisme ne varie pas au gré des vents et des partis en cause.

Dans cette querelle, présentement encore au stade oratoire local (les moissons ne sont pas rentrés en Europe) je tiens à préciser que je ne suis pas plus pour l'un que pour l'autre. J'essaie de poursuivre une ligne de conduite assez ancienne : le débouillage de crâne, l'abus entre la spéculation de l'opinion ignorante par paresse, abusée par les psyllés de la politique, manœuvrée par les *lobbies*. Je me moque éperdument de Jérusalem et du Caire, car les lieux et les Temples n'ont de symbole que pour les esprits faibles. « *Dieu n'habite pas les temples faits de mains d'hommes* », lit-on dans le Nouveau Testament. Mais dans notre ère, les hommes ont besoin de monuments, de statues, de flammes et de plaques de rues pour aviver leurs souvenirs ou réveiller leur foi. A chacun son imagerie, la mienne est intérieure. Elle me suffit et me cuirasse contre les opportunismes.

Dans le prétexte israélo-arabe, on commet généralement une omission de base pourtant bien intéressante pour les personnes honnêtes moralement. Pourquoi les Arabes et les communistes emploient-ils en permanence le mot « colonialiste » à l'égard des Israéliens ?

On sait que c'est en 1947 que l'O.N.U. décida la partition de la Palestine, et qu'en mai 1948, l'état indépendant d'Israël fut proclamé, reconnu, en premier, par les Etats-Unis et, en deuxième, par l'U.R.S.S. Il est nécessaire de connaître le point de vue arabe à ce sujet, point de vue confirmé par les abandons coloniaux de l'Europe.

Les musulmans affirment, et l'on ne peut les contredire, que la Palestine est arabe depuis des millénaires sans

contestation même des missions chrétiennes hantant les lieux saints depuis toujours. Pourquoi le sionisme supprima-t-il la souveraineté arabe sur les 20.000 km carrés qui constituent Israël ? Uniquement à cause de l'origine d'une race et d'une religion. Dans ces conditions, plusieurs peuples dans le monde, « déplacés » ou émigrants, poussés par les invasions, pourraient réclamer à l'O.N.U. des formations d'états. Les chrétiens, autant que les juifs, seraient habilités à concevoir un état indépendant des lieux illustrés par Jésus. Argument non sans « valeur morale ».

En 1948, poursuivent les Arabes, la Grande-Bretagne avait renoncé à l'Inde depuis 1947, l'Indochine était en guerre pour son indépendance, le général de Gaulle avait abandonné à Tchang Kaï-Chek, la possession française de Kouang Tchéou Wan. Or, au moment où la colonisation commençait à jeter du lest, sur la terre palestinienne arabe, se créait une colonie à caractère confessionnel ! Pourquoi la « vérité » pour les Indous, Pakistanais et Indochinois, se transforma-t-elle en contre-vérité pour les musulmans palestiniens libérés de la domination turque après la première guerre mondiale ? Peu de chose à répondre à cette logique.

Depuis 1948, les abandons coloniaux français, britanniques, espagnols, confirmèrent la thèse d'exception appliquée aux Arabes de Palestine. L'O.N.U. eût-elle décidé une partition algérienne si les 1.100.000 Français avaient décidé de demeurer en Afrique du nord où le drapeau français flottait depuis 130 ans ? L'O.N.U. intervient-elle en faveur des noirs américains qui réclament un Etat noir indépendant dans le sud des Etats-Unis malgré leur nombre de 20 millions suffisant pour former un pays ?

Sur les 1.200.000 musulmans palestiniens, 900.000 émigrèrent non appelés de l'étranger comme on se plut à le répéter, mais chassés par la terreur des violences ; le document détaillé publié par le secrétariat général de

la Ligue Arabe, en octobre 1948, a été passé systématiquement sous silence ; il est toujours valable (1.200.000 et 900.000 sont peut-être des chiffres faux puisque, officiellement, « le secours international aux réfugiés » annonça, en 1966, 1.300.000 réfugiés arabes). La résolution de l'O.N.U. de 1947 recommandait au nouvel Etat d'Israël, justice et respect des droits des musulmans ; or, tous les biens des musulmans ont été saisis, aucune indemnisation et les Arabes répétèrent pendant presque vingt ans qu'ils attendaient la réalisation de l'O.N.U. repoussée par Tel-Aviv.

Ces Palestiniens musulmans réfugiés en Jordanie, Syrie, Irak, Egypte, Liban, la plupart massés le long des frontières de la patrie perdue *sont devenus des résistants* qui, vingt ans après, gardent l'espoir et la foi *du retour chez eux*, en des lieux qu'ils n'avaient jamais quitté contrairement aux 2.650.000 juifs d'Israël (en 1915, la Palestine ne comptait qu'entre 50 et 60.000 Israélites). La résistance à l'opresseur (nazi), surtout à l'O.R.T.F., s'érige en une sorte d'institution nationale dont M. Roger Stéphane (alias Worms) est un des hérauts. Il convient donc de s'entendre sur une définition stable et morale du « patriotisme » qui ne peut varier suivant les races et les religions... Là, les Arabes ont raison. Depuis vingt ans, les réfugiés résistants harcèlent les Israéliens sur leurs frontières avec l'aide des pays musulmans, d'où l'énervement d'Israël en permanente insécurité et obligé d'engloutir une large partie de son budget dans des dépenses improductives de défense nationale.

Il nous semble simplement difficile d'ignorer des sentiments qui furent mis sur le pavois ou condamnés par la « conscience universelle » en d'autres occasions et avec d'autres acteurs. Il n'y a plus de « moralité » internationale, d'où la fréquence des guerres. Le secrétaire général de l'O.N.U. M. U Thant en prenant la décision de retirer les « casques bleus » du Sinaï aurait dit, selon

certaines journalistes : « *Jamais l'immoralité internationale n'est descendue aussi bas* ». Nous croyons savoir que sa décision — qui provoqua la mise en branle de l'Égypte — résulta de manœuvres qu'il connaissait bien qu'elles ne fussent pas rendues publiques; le Birman crut-il donner une chance de survie aux musulmans?... Nous en reparlerons un jour.

Le « dossier arabe » comporte de sérieux arguments.

*
**

« Le droit aux peuples d'exister », proclamé souvent pour Israël, même par M. A. Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité*, le 9 juin 1967 à la télévision, est une formule équivoque qui ne veut rien dire pour un Etat confessionnel NE EN 1948. Pensons à la Gaule qui comprenait tous les pays à l'Ouest du Rhin jusqu'à son embouchure et aux migrations de populations décidées par Staline après ses conquêtes européennes de 1939-40. Les Basques français et espagnols réclament leur autonomie; de chaque côté de la frontière, on leur répond en emprisonnant leurs leaders! Les Arabes sont des asiatiques et non des Africains; pourtant, ils parlent en maîtres en Afrique. Les Israéliens forment depuis moins longtemps Etat constitué que la présence française en Afrique du Nord. Les Thibétains sont colonisés par les Chinois et Staline n'a pas décolonisé la Russie d'Asie que voulait libérer Lénine, pas plus que les Etats-Unis, champions de la décolonisation, ne se séparèrent de leurs colonies appelées pudiquement « possessions et territoires »; ils annexèrent même l'Alaska et les Hawaï! Cette évocation n'est pas exhaustive, elle montre qu'hypocrisie, malhonnêteté, égoïsme, bas calculs, nationalismes étroits, intérêts considérables, se substituent définitivement au principe élémentaire de justice internationale. Alors, comme l'indiquent *Les Protocoles des Sages de Sion*, la force

primera de plus en plus le droit qui demeurera la tunique de Nessus du croyant. Raison pour laquelle l'homme honnête ne peut se permettre de prendre un parti dans une querelle extérieure dont toutes les cartes sont truquées.

Pour en terminer avec Israël, Tristan Bernard, israélite, dit un jour à son coreligionnaire feu mon patron Louis Forest (alias Nathan), un homme que j'affectionnais : « Depuis le temps que les juifs vont se taper la tête contre le mur des lamentations, si chacun d'eux avait apporté une seule pierre, il y a longtemps que le temple de Salomon serait reconstruit et que personne ne se lamenterait plus ».

*
**

Les renversements de situations, les retournements, sont rapides et fréquents chez les Arabes. Le fait majeur de duplicité chez l'un et de naïveté chez l'autre se situe en Jordanie avec le roi Hussein. En février 1957, il alla aux Etats-Unis, fut reçu par le président Johnson, fit de fracassantes déclarations antinassériennes et stigmatisa l'action soviétique en pays arabes en l'accusant de viser les « richesses naturelles » (pétrole) exploitées par les compagnies anglo-américaines. En foi de quoi, les Américains consentirent un accord militaire avec la Jordanie et établirent un pont aérien pour lui livrer des milliers de tonnes d'armements modernes les plus divers accompagnés d'instructeurs qualifiés. Le 30 mai, Hussein arrivait chez son ex-ennemi mortel Nasser et signait avec lui le traité d'alliance qui mit le feu aux poudres. Seule, la Maison Blanche fut stupéfaite !

La trêve, acceptée quand Israël eut atteint ses objectifs militaires, n'est vraisemblablement qu'une suspension d'armes. En différentes occasions publiques, M. Khrouchtchev, puis M. Kossyguine et M. Chou En-Lai, affirmèrent leur soutien à la cause arabe antisioniste qualifiée par

eux de « légitime ». Depuis l'accord d'assistance militaire de 1966 entre les Etats-Unis et Israël, les clans se cristallisaient Washington entraînant Londres dans son sillage pétrolier. En n'intervenant pas opportunément comme en 1956 contre les anglo-français, l'U.R.S.S. perd certainement de son prestige, mais la Chine — qui instruisait militairement les cadres des réfugiés palestiniens — se contente de polémiques qui n'augmentent pas l'efficacité musulmane. L'U.R.S.S. comme la Chine, ne pouvait se permettre aucune action, capable de déclencher une réaction américano-britannique, avant la rentrée de ses moissons, avant les récoltes mises en silos. Il y a 236 millions de Soviétiques à nourrir et un blocus est prévisible en temps de guerre. Au début de juin, les Chinois ont acheté un million de tonnes de blé australien pour compléter les envois soviétiques aux pays arabes privés, depuis plusieurs mois, des convois de ravitaillement américains... L'alimentation entre pour part capitale dans les attitudes diplomatiques de juin dernier. Il est probable, sinon certain, qu'à l'Est la nécessité de gagner du temps s'imposait. Et cela explique que Tel Aviv ne fut pas, comme Londres et Paris en 1956, menacé de missiles soviétiques s'il ne stoppait pas les opérations militaires.

Sauf renoncements capitaux à leurs objectifs mondiaux, il semble difficile d'admettre une nonchalance persistante soviétique dans les affaires du Moyen-Orient. La déconvenue moscovite des Russes est grande sur le manque de valeurs des armées arabes... et de leurs cadres supérieurs... Sauf événements intérieurs soviétiques ou récoltes désastreuses, il est permis de croire non à une fin des événements du Moyen-Orient mais à une simple trêve en attendant le ressaisissement des Arabes. (Un appel à la solidarité des musulmans d'Extrême-Orient n'est pas à exclure.) L'U.R.S.S. jouera peut-être au quitte ou double son prestige, car le Kremlin n'ignore pas que

si Hitler n'avait pas été antijuif, il aurait été vraisemblablement pour longtemps le maître de l'Europe avec la bénédiction des U.S.

Le blocage du pétrole sensibilise les anglo-saxons. Derrière les Israéliens, les U.S.A. et la Grande-Bretagne multiplieront les suggestions pour dissocier le bloc arabe ou le rendre impuissant. Ce sera alors la troisième guerre mondiale pour le pétrole indispensable à l'Occident surmotorisé. Nous avons le regret de constater que l'on s'y prépare et que, malgré son neutralisme, la France peut en supporter des conséquences économiques graves puisque ses intérêts « nationaux » dans les pétroles du Moyen-Orient sont imbriqués sans exception dans les associations avec les Anglais et les Américains (3).

De cet ensemble, rien ne constitue une surprise. Les événements se déroulent suivant le scénario précisé ici-même depuis quelques années et, surtout, depuis l'abandon de l'Algérie. L'Apocalypse, confirmé par le message de Fatima, est en bonne voie. Le sionisme est le prétexte animateur des Arabes, mais c'est le pétrole qui demeure le moteur de l'agitation.

Bien que l'Ancien Testament prophétise le triomphe final d'Israël et la « dévastation » de l'Égypte, il est quand même permis de chercher à voir clair dans une tragédie non terminée qui risque de faire encore beaucoup de victimes.

(3) N.D.I.R. Vient de paraître : *L'Aventure du Pétrole français* (Les Sept Couleurs) de Pierre Fontaine, la première histoire politique du pétrole français qui fait précisément le point du carburant français en prévision des tumultes arabes.

Nous reproduisons ci-dessous, avec l'autorisation des éditeurs, un article de Paul Rassinier, consacré à l'agression israélienne paru dans le Complément à l'édition hebdomadaire, du Soleil, dirigée par M. André Cante-laube, et organe du mouvement de Pierre Sidos.

Une troisième guerre mondiale pour du pétrole

« La guerre, disait en substance Clausewitz, est la continuation de la politique par d'autres moyens et elle n'éclate jamais que lorsqu'il n'y a plus de compromis possible entre les belligérants éventuels ». Il disait cela des guerres nationales dont notre vieux continent fut le théâtre et plus particulièrement des guerres napoléoniennes.

Sur le moment, on fut un peu surpris par cet axiome. Depuis, historiens, polémologues, sociologues et politiciens se sont évertués à le prendre en défaut : il n'y ont pas réussi. Même, ils ont été obligés de reconnaître qu'il s'appliquait remarquablement aux guerres mondiales qui sont le triste privilège de notre époque : ni la guerre de 1914-18, ni celle de 1939-45 ne l'ont infirmé. Dans les deux cas, il n'y avait plus de compromis possible. Dans le cas de la première de ces deux guerres, on l'a très facilement admis. Dans celui de la seconde, il se trouve encore des gens pour soutenir que des possibilités de compromis ont existé jusqu'à la dernière minute. Ils sont ceux qui croient que le différend se situait entre Hitler et les autres nations européennes. Or, il se situait entre Hitler et les juifs d'une part, entre

Hitler qui avait fait de l'Allemagne un concurrent mortel pour l'Amérique sur les marchés mondiaux et le président Roosevelt de l'autre. Sur ce double plan, il n'y avait plus de compromis possible : le président Roosevelt et le mouvement sioniste international ont précipité l'Europe dans la guerre, le premier pour sauver l'économie américaine de l'enfoncement en abattant Hitler, le second parce que l'existence même de Hitler et ses succès signifiaient la fin de la notion artificielle de « peuple juif ». Le colonel Beck (Pologne) Churchill (Angleterre) Daladier-Reynaud (France) n'ont été que des marionnettes dont le président Roosevelt seconde et encouragé par les Juifs qui constituaient 90 % de ses conseillers, tirait les ficelles de la coulisse.

Ceci dit, si Clausewitz a eu raison pour toutes les guerres nationales du passé et pour les deux premières guerres mondiales, il est hautement probable qu'il aura aussi raison pour la troisième que tout le monde redoute et croit tous les jours plus imminente. Et cela signifie que, contrairement à ce que l'on peut lire tous les jours dans presque tous les journaux du monde, le conflit vietnamien n'a aucune chance de dégénérer en un troisième conflit mondial.

Je m'explique. Ce n'est pas entre le Viet Cong et les Etats-Unis que le différend existe, mais entre la Chine et les Etats-Unis. Et ce n'est pas le Sud Vietnam qui en est l'objet, mais tout le sud-est asiatique. Or, entre la Chine et les Etats-Unis, il y a d'innombrables possibilités de compromis, ne serait-ce que parce que leurs deux économies sont complémentaires : la Chine, industriellement sous-équipée et sans aucun moyen de s'équiper est un immense réservoir de matières premières pour l'Amérique sur-équipée et elle est géographiquement désignée pour être sa zone d'expansion par excellence. Américains et Chinois le savent bien qui sont diplomatiquement en contacts permanents et, depuis le début du conflit se sont

déjà rencontrés 133 fois à Varsovie pour discuter des conditions dans lesquelles ils pourraient passer, ensemble, un traité économique.

Malheureusement, ces contacts et leur objet sont, jusqu'ici, restés secrets et n'en connaissent l'histoire et le contenu que les rares lecteurs de la « Revue de défense nationale » (n° de janvier 1967) et de l'article de M. Kenneth T. Young ancien directeur des Affaires d'Asie au State département (1954-58), publié dans le n° d'octobre 1966 de la revue américaine « Foreign Affairs » sous le titre « American dealings with Peking ». De la lecture de ces deux documents, il résulte que Ho Chi Minh n'est qu'un pion manœuvré par les Chinois dans ce conflit et que, plus de dix fois, Chinois et Américains ont été sur le point de signer un traité de compromis, que l'existence de Mao Tsé TOUNG (pas plus que notre vénéré Guide, il n'est éternel) le problème de la reconnaissance de la Chine par les Etats-Unis et le problème de Formose en ont été les trois pierres d'achoppement.

Il est, de toutes façons, clair qu'un jour ou l'autre, étant donné les dispositions d'esprit des deux antagonistes, ce traité sera signé. L'entente cordiale actuelle entre les Etats-Unis et la Russie en facilitera d'ailleurs la signature. Car, dans cette affaire, Etats-Unis et Russie s'entendent comme larrons en foire depuis la visite de J.-F. Kennedy en Europe en 1962 et sa rencontre à Vienne avec Khrouchtchev. Ici encore, tout le monde ignore ce qui s'est passé à Vienne entre les deux compères et il faut lire entre les lignes les documents ci-dessus cités pour en conclure que J.-F. Kennedy a vendu l'Europe centrale (peut-être plus !) à Khrouchtchev et que, par réciprocité, celui-ci, lui a abandonné la Chine. J.-F. Kennedy est bien allé déclarer au pied du mur de la honte que « Ich bin ein Berliner », mais ce n'était que du théâtre pour amuser la galerie. Depuis, l'entente entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. continue et se fait de plus en plus

intime et plus solide tous les jours. Les successeurs de Khrouchtchev multiplient bien les déclarations publiques contre l'agression américaine, mais dans la coulisse, il en va tout autrement et la récente visite de M. Kossyguine à Londres prouve, par ce que l'on en connaît, que ce n'est, là aussi, que du théâtre.

En faveur de cette thèse selon laquelle il n'y a aucune chance que le conflit vietnamien dégénère en une troisième guerre mondiale, un dernier argument qui ne relève que du bon sens : on ne voit, en effet, pas très bien l'Angleterre (qu'elle soit travailliste ou conservatrice), l'Allemagne (qu'elle soit chrétienne-sociale, de grande coalition ou que les chrétiens-sociaux soient un jour contraints de passer la main aux sociaux-démocrates), la France (du général de Gaulle, de M. Lecanuet ou de M. Mitterrand) aller se battre là-bas aux côtés des Américains.

Pauvres Américains : si tant est que, ce qu'avant tout, ils défendent à Saïgon, c'est la liberté du monde contre le bolchevisme chinois, ils sont destinés, pour longtemps encore, à la défendre seuls. Il n'y a, en effet, pas d'apparence que, quels que soient les résultats des élections à venir dans le monde libre, la conjoncture politique y évolue, avant longtemps, dans le sens d'une association à leurs efforts.

Y a-t-il, néanmoins, risque de troisième guerre mondiale ?

Prétendre que le conflit vietnamien ne peut pas dégénérer en une troisième guerre mondiale ne signifie pas que ce danger est écarté mais seulement qu'il ne peut pas venir de là. D'où alors ?

A cette question, ma réponse est toute prête : du Moyen-Orient. Elle est toute prête depuis plus de vingt ans, ce qui signifie que je n'ai jamais cru aux nombreux cris d'alarme lancés dans la presse, soit à propos de

l'affaire de Corée (1950), soit à propos de l'Indochine (1954), soit encore à propos de Cuba (1963), etc... par tous les ratés des métiers académiques, ignares de surcroît, qui s'en sont emparés à la faveur de la Libération-sic de 1944-45. Pas plus que je ne crois à ceux qu'ils lancent aujourd'hui à propos du Viet-Nam. Du Moyen-Orient, vous dis-je. Depuis que l'Etat d'Israël y a été créé, le Moyen-Orient est une poudrière sur laquelle le monde s'est endormi. « Une », non : « la » poudrière qui le fera sauter, celle-là et pas une autre. Quand ? C'est la seule question. Sans doute le monde a-t-il, devant lui, assez de temps pour se ressaisir, mais l'échéance approche : le temps pour les Russes et les Américains de régler le problème chinois et celui de l'Europe occidentale par des compensations mutuelles dans la voie desquelles ils sont actuellement engagés et ce sera le tour de celui du Moyen-Orient.

Il faut, maintenant, dire en quoi et comment la création de l'Etat artificiel et de mœurs antédiluviennes a transformé le Moyen-Orient en une poudrière qui peut faire sauter le monde.

Le 29 novembre 1947, à Lake Success, l'Assemblée générale des Nations Unies, décida le partage de la Palestine en deux Etats indépendants, l'un arabe et l'autre juif, fédérés sous son contrôle en une union économique. Aux Juifs fut attribuée une superficie de 10.000 km², aux Arabes, le reste des 25.124 km² que, officiellement, comptaient le pays.

Ni les Juifs, ni les Arabes n'acceptèrent cette décision. S'appuyant sur l'Ancien Testament (références pour le moins historiquement douteuse) dans lequel il est dit que leur Dieu avait donné le pays à Abraham et à sa descendance, les premiers le revendiquaient tout entier au nom de ce que, ironique, Renan appelait « le prétendu droit historique ». Au nom de ce même droit, les seconds le revendiquaient également en entier, ar-

quant, ce qui n'était pas sans valeur et qui, aux yeux mêmes de Renan, était le seul fondement du droit historique, qu'ils y étaient installés à demeure et en permanence, depuis un nombre respectable de siècles. L'Angleterre déclara aussitôt après la décision de l'O.N.U. qu'elle abandonnerait, le 15 mai 1948, le mandat sur la Palestine qui lui avait été confié en 1919 par la Société des Nations et qu'elle ne se soucierait pas de ce qui pourrait ensuite advenir.

Et ce fut la guerre entre les deux communautés. Une guerre sans merci. Pour le respect du droit historique, d'abord, mais aussi pour des raisons plus prosaïques.

Il y avait alors 700.000 Juifs en Palestine et environ 500.000 dans les autres pays du Moyen-Orient (Hans W. Baldwin, « New York Times », 22-2-1948) soit au total 1.200.000 et les dirigeants du mouvement sioniste international rêvaient, en outre, de faire venir dans le nouvel Etat, le plus possible des Juifs du monde (au total, environ 18 millions) sinon tous. Il était clair, qu'alors le territoire qui leur était attribué par l'O.N.U. était insuffisant à la fois en superficie et en ressources. Les premiers dirigeants du nouvel Etat firent donc, au détriment des populations arabes autochtones, une politique d'expansion : la même que celle que les Juifs du monde entier ont reproché à Hitler d'avoir fait en Europe, appuyée sur des raisons beaucoup moins acceptables et en employant des moyens qui n'ont rien à envier à ceux qu'ils ont reprochés à Hitler.

Le 10 avril 1948, par exemple, des commandos israéliens ont envahi le petit village arabe de Deir Yassin, dans les environs de Jérusalem, en ont impitoyablement massacré tous les habitants, hommes, femmes, enfants et vieillards, puis en ont détruit toutes les maisons. Le 13 novembre 1966, un régiment israélien de tanks et des détachements motorisés armés jusqu'aux dents couverts par des escadrilles de « Mirages » (fabriqués chez le

coreligionnaire Bloch-Dassault) ont franchi la frontière jordanienne, investi le petit village arabe de Samoa qui avait été préalablement soumis à un pilonnage d'artillerie en règle, en ont chassé les femmes et les enfants qui n'avaient pas trouvé la mort les obus, puis, après avoir massacré tous les hommes qui manifestaient la moindre intention de résister, ont dynamité toutes les maisons encore debout, et sont repartis dans un bruit d'enfer, laissant derrière eux des morts et des mourants enfouis dans un champ de ruines.

J'ose dire qu'il n'a jamais été possible de reprocher des choses plus horribles à Hitler.

En 1948, ces mœurs ont eu un effet immédiat : épouvantées par ce qui s'était passé à Deir Yassin, les populations arabes non armées se sont mises à fuir de partout aux approches des commandos remarquablement organisés et armés de l'Irgoun et de l'organisation Stern, pour éviter le sort des habitants de la malheureuse bourgade. On en a chiffré le nombre : 1.300.000 dont 700.000 en Jordanie, 138 000 en Syrie, 162.000 au Liban et 302.000 à Gaza. Ils partaient à l'époque, pour laisser passer l'orage, espérant qu'un jour, l'O.N.U. rétablirait le droit et leur permettrait de rentrer chez eux.

Dix-huit ans ont passé. Non seulement l'O.N.U. n'a pas rétabli le droit, mais encore l'Etat d'Israël s'étend aujourd'hui sur 20.850 km² au lieu de 10.000 qui lui avaient été concédés. Et les 1.300.000 Arabes chassés d'Israël vivent misérablement parqués dans des camps, n'ayant, pour tout moyen d'existence que de maigres rations quotidiennes (1.500 calories par personne : à peine ce que le régime de Hitler accordait à ses concentrationnaires !) que leur attribuent les Nations Unies par le truchement de l'U.N.R.A.

Et, sur les 20.850 km² qu'il s'est attribué, l'Etat d'Israël, qui compte aujourd'hui environ 2.500.000 habitants, ne peut toujours pas vivre : depuis 1948, il en est à sa

cinquième ou à sa sixième dévaluation de la livre irakienne et son déficit annuel tourne autour de 450 millions de dollars, malgré les gracieusetés à fonds perdus de différents Etats (notamment l'Allemagne qui lui a donné environ 1 milliard de dollars depuis 1952) et les subventions des communautés juives de la Diaspora, c'est-à-dire, essentiellement des banques juives Rothschild, Kühn-Loeb and Co, l'Anglo-palestinienne, Wassermann, Warbur, etc... qui récupèrent ces subventions par la mise en couple réglée de la population mondiale.

Depuis 1967, l'Allemagne ne verse plus rien à l'Etat d'Israël, les banques juives de la Diaspora ne l'abandonneront certainement pas, mais elles voudraient bien qu'il trouve un moyen de devenir rentable. Or, il n'y en a qu'un : une politique d'expansion qui lui apportera les ressources dont il a besoin et qui ne se trouvent pas sur son sol. Et quelles ressources ? A cette question, la réponse qui vient immédiatement à l'esprit est la suivante : le pétrole. Du jour où l'Etat d'Israël posséderait le pétrole du Moyen-Orient, pays qui est, en la matière, la réserve la plus riche du monde, non seulement son économie serait sauvée de la mort certaine qui la menace dans sa situation actuelle, mais encore, il serait automatiquement transformé en un Etat des plus prospères et les banques juives qui la soutiennent — dans cet espoir, il faut le souligner — deviendraient les plus puissantes du monde.

La politique d'expansion de l'Etat d'Israël se développe donc en direction des régions pétrolières du Moyen-Orient. Elle se heurte à l'hostilité des peuples arabes condamnés à disparaître ou à vivre sous son joug si elle réussit. Elle se situe, en outre, dans une conjoncture qui n'est pas seulement israélo-arabe, mais mondiale, car le problème du pétrole est un problème mondial et c'est ici que les choses se compliquent et posent la question d'une troisième guerre mondiale.

Le pétrole du Moyen-Orient.

Le pétrole du Moyen-Orient se trouve en territoire arabe. Il appartient donc aux Arabes. Il est exploité par des compagnies pétrolières qui ont été à peu près exclusivement anglaises jusqu'à la seconde guerre mondiale et qui, depuis, sont tantôt anglaises (Irak Petroleum Company, en Irak) tantôt américaines (Aramco, en Arabie séoudite) le plus souvent anglo-américaines avec prépondérance américaine. En contrepartie des périmètres d'exploitation et de recherches qui leur sont accordées par les Etats arabes, ces compagnies leur paient des « Royalties » proportionnelles à la production de pétrole ou aux superficies concédées. Elles ont la propriété de leurs installations mais ne discutent pas celle du pétrole aux Arabes qui ont tout loisir d'en vendre à qui que ce soit au même prix : aux Russes par exemple (cas de l'Iran, de l'Irak, du Koweït, etc...) non pour satisfaire aux besoins de l'économie soviétique qui fonctionne encore à 80-90 % au charbon mais pour le re-exporter (en Autriche, en Allemagne, dans les Pays scandinaves, notamment).

On conçoit aisément que les Russes tiennent à conserver l'accès qu'ils ont au pétrole du Moyen-Orient, donc à ce qu'il reste aux mains des Arabes. Aussi, soutiennent-ils les Arabes contre les Juifs avec le sentiment d'ailleurs fondé, sinon qu'ils portent un coup d'arrêt, du moins qu'ils mettent un frein à la recolonisation du Moyen-Orient par les Anglo-Américains dont ils considèrent les Juifs comme des agents.

Rappelons, à ce sujet, qu'une abondante littérature juive vient à l'appui de cette thèse : les « Mémoires » de Chaim Weizmann, président décédé du Congrès juif mondial, sont remplis des discours que, pendant la première guerre mondiale, il tenait au ministre anglais Her-

bert Samuel pour le convaincre que, si le traité de paix à venir confiait la Palestine aux Juifs, elle serait plus sûrement administrée pour le compte de l'Angleterre que s'il la laissait aux Arabes ; « l'Etat d'Israël » d'un certain Kadmi Cohen, ouvrage qui fut, entre les deux guerres mondiales, la bible du mouvement sioniste international, est un véritable plan de colonisation du Moyen-Orient pour le compte des Anglo-Saxons ; et, de même, « Le Mouvement sioniste » paru après cette guerre, du leader sioniste Israël Cohen.

Les Arabes et les Russes ont beau jeu d'exploiter cette littérature pour démontrer que l'Etat d'Israël n'est qu'une entreprise « colonialiste » et « impérialiste » des Anglo-Américains. Comme sa politique est, en tous points, conforme aux plans qui y sont exposés, le monde arabe bascule dans le clan soviétique. Les Anglo-Américains (auxquels il faut associer la France intéressée au Sahara et qui possède 23,75 % de participation dans l'Irak Petroleum Company) ne font d'ailleurs rien pour arracher le Moyen-Orient arabe à l'influence bolchevique. Obnubilés par une peur viscérale que le pétrole leur échappe (l'économie américaine a un impérieux besoin d'en importer de là 150 à 200 millions de tonnes par an, les Anglais en importent la presque totalité du pétrole qu'ils consomment et les Français une trentaine de millions de tonnes) ils redoutent qu'un jour le monde arabe retrouve son unité et nationalise toutes leurs installations pétrolières (comme Nasser l'a fait du canal de Suez) sans s'apercevoir que c'est précisément leur politique de soutien de l'Etat d'Israël qui les expose à cette éventualité. Le coup a failli réussir en Iran sous Mossadegh. Certes, l'unité du monde arabe n'est pas pour demain. Mais les Anglo-Américains ne sont pas à l'abri de nationalisations partielles provoquées par leur politique philo-israélienne, séparément, par chacun des pays producteurs ou de mesures du genre de celle dont l'Irak Petroleum Company

sent leur politique et le danger sera écarté car il y a tout de même plus d'affinités entre le monde arabe et l'Occident qu'il n'y en a entre le monde arabe et le bolchevisme.

Mais ils sont très loin d'envisager un renversement de leur politique. Non seulement, ils soutiennent l'Etat d'Israël qui est, sans aucun doute, le plus rétrograde du monde, raciste théocratique (ses défenseurs sont, en France, Laïcs à tout crin!) et tout, mais ils vont jusqu'à défendre aussi, eux qui ont la démocratie chevillée au corps, l'iman Badr, le roi Fayçal d'Arabie et le roi Hussein de Jordanie dont les mœurs politiques et judiciaires sont beaucoup plus tribales et barbares que ce qu'elles étaient en Europe sous Clovis, contre Nasser, la Syrie, l'Irak et le Liban tout de même un peu plus évolués et un peu plus proches de la démocratie.

Aux yeux des Arabes, le bolchevisme russe ne peut manquer d'apparaître comme un libérateur.

Aveuglés par leurs intérêts pétroliers, les Anglo-Américains et les Français ne le voient pas.

Business is business! Une seule chose compte pour eux : si le pétrole du Moyen-Orient passait aux mains d'Israël, il passerait pratiquement en leurs mains, en ce sens que les banques juives possèdent, dans les banques anglo-américaines qui cautionnent les compagnies qui l'exploitent, environ 50 % — sinon plus! — de participations. En toute propriété, cette fois. Dispensés de payer les « Royalties ». Et avec la possibilité d'en priver totalement les Russes.

Penser que les Russes peuvent laisser peser sur eux cette menace est un infantilisme politique et penser que les Anglo-Américains peuvent laisser leur échapper le contrôle du pétrole du Moyen-Orient en est un autre. C'est une question de vie ou de mort pour l'une ou l'autre des deux économies. C'est aussi une question

vient d'être victime de la part de la Syrie : qu'ils renver- de vie ou de mort pour l'Etat d'Israël.

Sur ce problème, il n'y a pas de compromis possible. Alors ? Une troisième guerre mondiale ?

La politique de l'Etat d'Israël.

Beaucoup de bons esprits ont été amenés à se demander pourquoi les Américains soutenaient-ils avec un tel esprit de suite et au risque d'une telle catastrophe mondiale, la politique d'expansion de l'Etat d'Israël en direction des zones pétrolières du Moyen-Orient. Voici la réponse : Il y a aux Etats-Unis la communauté juive la plus importante du monde et elle est, dans toutes les compétitions électorales, un facteur de succès si important que tout président des Etats-Unis sera toujours contraint de s'incliner devant ses volontés s'il ne veut pas compromettre sa réélection ou celle du candidat de son parti : on le voit par l'exemple du président Johnson dont la politique au Moyen-Orient lui est imposée, de son aveu même, souvent contre son gré par cette communauté. On l'avait déjà vu par cette autre exemple tout aussi significatif du président Roosevelt — au surplus franc-maçon ! — au seuil de la seconde guerre mondiale. Cette politique de l'Etat d'Israël est en outre facilitée par un état de fait qui résulte des conditions dans lesquelles en 1948 et 1949, il a été mis fin au conflit armé qui opposait alors les Arabes aux Juifs, au Moyen-Orient. Il n'y a jamais été mis fin définitivement par un traité de paix, mais seulement provisoirement par des conventions d'armistice qu'Israël interprète unilatéralement dans un sens qui entretient un conflit permanent.

Ces conventions qui ont fixé les frontières d'attente ont été signées :

- avec l'Egypte à Rhodes le 24 février 1948 ;
- avec le Liban à Ras-en-Nagoura, le 23 mars 1949 ;

- avec la Jordanie à Rodes le 3 avril 1949 ;
- avec la Syrie à la côte 232 le 20 juillet 1949.

Elles prévoyaient, par exemple, que la rive orientale du lac de Tibériade était syrienne. Mais pour être plus à l'aise dans son opération de détournement des eaux du Jourdain, l'Etat d'Israël a voulu contrôler le lac tout entier et il a occupé cette rive « *Manu militari* ». Depuis, c'est la lutte permanente entre Israël et les Syriens, ainsi privés du droit de pêche dans le lac de Tibériade, du droit d'exploiter leurs propriétés riveraines et qui, par principe, ne veulent pas se laisser priver d'un droit à eux reconnu par une convention d'armistice.

Des sources d'incidents aussi graves sont encore plus nombreuses de long de la frontière qui, sur 700 km sépare Israël de la Jordanie. Sur ces 700 km, la ligne d'armistice coupe des villages arabes et plus souvent encore des propriétés en deux ! il s'ensuit que les deux parties séparées d'un village ne peuvent communiquer entre elles, que les habitants d'une des deux parties ne peuvent aller cultiver leur champ situés dans l'autre, ou même, lorsque la ligne passe au milieu d'un champ, que le Jordanien ne peut aller cultiver la partie qui se trouve en territoire israélien...

C'est intolérable pour les habitants des villages qui sont dans ce cas. Ils ne comprennent pas l'interdiction qui leur est faite d'exploiter des propriétés qui leur appartiennent. Il arrive qu'ils l'enfreignent. Les Israéliens leur tirent dessus et, le lendemain, la presse mondiale annonce un raid terroriste de l'organisation « *El Fatah* » en territoire israélien... La plupart des « raids » terroristes arabes dont la presse mondiale se fait l'écho sont de cette famille.

Cette organisation « *El Fatah* » elle-même, se présente sous un jour qui autorise à se poser des questions sur sa véritable nature. Jamais, par exemple — sauf une fois — les forces israéliennes n'ont réussi à capturer vi-

vant le moindre de ces étranges terroristes. Et si ces raids que l'Etat d'Israël met sur le compte d' « El Fatah » n'étaient, tout simplement, qu'exécutés sur son ordre par des provocateurs à sa soide, de manière à susciter des occasions de représailles et à déclencher dans la presse mondiale qui lui est acquise (en raison des participations que les banquiers juifs y possèdent) des campagnes démontrant qu'il n'y a pas d'entente possible avec les Arabes et qu'il faut, une bonne fois, en finir avec eux ?

Si osée que soit cette thèse qui, dans l'état actuel des choses ne peut d'ailleurs s'appuyer que sur des coïncidences, elle n'est pas à écarter à priori, elle cadre, en tout cas, remarquablement avec les intérêts de l'Etat d'Israël.

Mais l'O.N.U. ne se pose pas de ces questions. Elle accepte pour argent comptant tout ce que les Israéliens lui présentent comme des incursions terroristes d'El Fatah sur le territoire. Si les Syriens essaient d'empêcher les Israéliens d'occuper la rive orientale du lac de Tibériade, elle leur donne généralement tort. Il faut des événements aussi sanglants et aussi en rupture de banc avec le droit des gens, que ceux dont l'Etat d'Israël s'est récemment rendu coupable à Samoa pour qu'il reçoive un blâme. Dans l'ensemble, tout se passe comme si l'O.N.U. lui avait donné les mains libres au Moyen-Orient.

Et Israël en profite pour pousser ses avantages ; c'est dans ce sens qu'il faut interpréter les discours racistes de Nahum Goldmann, président actuel du Congrès juif mondial contre l'assimilation des Juifs aux populations des pays de la Diaspora et ses appels réitérés, les invitant à la fois à rester des Juifs de pure race et à rejoindre Israël.

Indépendamment de leur caractère raciste, ces discours sont des sottises qui ne résistent pas à l'examen et contre lesquels, en Occident, personne ne proteste.

L'E
et
Si
con
pop
au
tue
dét
13
la
cel
650
au
M
qu'
M.
km
le
ren
Hit
rau
l'ex

L'Etat d'Israël, en effet, a une superficie de 20.850 km² et il y a, dans le monde, environ 18 millions de Juifs. Si ces 18 millions de Juifs se regroupaient en Israël, comme les y convie M. Nahum Goldmann, la densité de population y serait portée d'environ 850 à 900 habitants au km². Dans un pays si pauvre qu'avec sa densité actuelle de 125 à 130 habitants au km², il accuse déjà un déficit annuel de 400 à 500 millions de dollars. Avec les 13 millions de Juifs que les statistiques juives accusent, la situation de l'Etat d'Israël serait à peine moins grave : cela ferait encore une densité de population de 600 à 650 au km² et il ne pourrait pas plus la supporter, autant au plan économique qu'à celui de l'espace.

Mais, si tous les Juifs du monde allaient en Israël, qu'ils soient 13 ou 18 millions, c'est pour le coup que M. Nahum Goldmann pourrait prétendre que les 20.850 km² dont il dispose actuellement sont insuffisants. C'est le but qu'il poursuit. Et personne ne remarque que sa revendication serait exactement la même que celle de Hitler en Europe et porterait le même nom : der Lebensraum. Personne non plus ne se représente que ce serait l'explosion mondiale.

Paul RASSINIER.

COMMUNIQUÉ

RASSEMBLEMENT POUR LA LIBERATION DE LA PALESTINE

13, rue des Montibœufs, PARIS (20^e)

Au moment où les agresseurs impérialistes d'Israël effectuent dans les territoires occupés leur « solution finale » du problème arabe, nous, patriotes Français, réaffirmons notre solidarité avec le peuple opprimé de Palestine, dans son héroïque résistance contre l'occupant sioniste.

Nous sommes sûrs que tôt ou tard, la Palestine sera libérée du joug des terroristes juifs de l'Irgoun Tzei Leumi, dont le chef parade actuellement à Jérusalem et ne cache pas sa volonté de créer le Plus Grand Israël.

Décidés à informer nos compatriotes au sujet du génocide en cours depuis 1948, nous demandons aux Français désireux de défendre le Droit et la Justice, de prendre contact avec nous pour lutter contre le lobby sioniste en France et pour diffuser toute information sur le combat livré par le peuple arabe contre l'envahisseur.

**A BAS LES AGRESSEURS IMPERIALISTES D'ISRAEL !
LA LIBERTE POUR LA PALESTINE ARABE !**

Le Comité Directeur du R.L.P.
Le Président,
François DUPRAT, professeur,
journaliste à *Rivarol* et *Défense
de l'Occident*

Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6^e)

Pierre FONTAINE

L'AVENTURE ALGERIENNE CONTINUE

Pierre FONTAINE fut le premier, dans son livre : **Dossier Secret de l'Afrique du Nord**, publié en 1954, à annoncer les événements graves qui allaient se produire en Algérie.

Sa documentation de premier ordre lui permet de tirer aujourd'hui les conséquences de la situation actuelle. L'affaire d'Afrique du Nord n'est pas terminée. Les mêmes intérêts s'affrontent et les changements les plus imprévus sont possibles. Commandez dès maintenant ce livre qui vous indique ce qui se prépare et qui vous met au courant de l'évolution que la grande presse et la radio se gardent bien de vous faire connaître.

Un vol. in-12, 192 p.

PRIX 10,50 F.

Les Sept couleurs, C.C.P. 218219 Paris

Le gérant : Maurice BARDECHE

Dépôt légal : 3^e Trimestre 1967

N^o d'impression : 731

Imprimerie H. Dévé et C^{ie}, Evreux

